Vol 17 # 48 •Du 29 Mai au 4 Juin 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

L'IMPÉRIALISME A NOMMÉ SON PREMIER MINISTRE !



Voir page 3

Le Conseil présidentiel de transition croupion n'a pas fait choix de Premier ministre, il a tout simplement exécuté l'ordre reçu de nommer Garry Conille à la Primature

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: PARAMILITAIRES NÉO-FASCISTES RENFORCENT LA RÉPRESSION



Voir page 4

L'Ancien Ordre Dominicain (AOD) est un groupe paramilitaire néo-fasciste d'extrême droite. Il se décrit comme un mouvement nationaliste « créé pour l'expulsion des Haïtiens des villes dominicaines »











1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Sursaut citoyen contre l'occupation de notre pays !

Par Berthony Dupont

L'histoire ne se répète jamais, mais elle se prolonge tout en s'actualisant. Présentement, ce qui se passe dans les rouages politiques de notre pays n'a rien d'étonnant, rien de nouveau sous le soleil d'Haïti peut-on dire. C'est la roue de l'histoire des puissances dominantes d'oppression et d'exploitation qui continue à tourner pour écraser le pays grâce à la collaboration massive, tacite et soumise des protagonistes de la classe politique traditionnelle au service du système capitaliste. Il n'y a rien de naturel ou de culturel quand pour servilement manœuvrer certains politiciens se métamorphosent en acteurs ou comédiens de seconde classe.

Cette mise en scène inédite est belle et bien illustrée depuis que les pays impérialistes ont mis en scène 9 bouffons, caméléons authentiques pour jouer en commun le rôle de Président. Une action profondément viciée, erronée et honteuse, qui peut amener certains à soutenir des mouvements réactionnaires contre ceux que nous aimerions voir en œuvre dans notre pays.

Vient de s'ajouter à cette grotesque mise en scène, qu'on a déjà du mal à digérer, l'annonce à la population d'un grand débat télévisé. La toile de fond de cette toute nouvelle pièce de théâtre du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) ayant pour acteurs principaux cinq autres saltimbanques : Fritz Bélizaire, Gary Conille, Paul Antoine Bien-Aimé, Alix Didier Fils-Aimé et Jean Rodolphe Joazil retenus en tant que finalistes pour le poste de Premier ministre est venue nous bafouer davantage. On peut être sûr, le point de départ de ce scénario ubuesque vient de loin.

Mais, l'ambassade américaine sur laquelle assurément se posent des soupçons de coups fourrés ou de la vente aux enchères du poste de Premier ministre, pour stopper ses valets au CPT, avait vite réagi par un tweet, le vendredi 24 mai en ces termes « *Nous accueillons l'information selon laquelle le Conseil présidentiel de transition d'Haïti a entamé le processus de sélection d'un Premier ministre et nous attendons avec impatience un processus transparent qui permettra à Haïti d'avoir un Premier ministre et un gouvernement de transition sélectionnés sur la base du mérite technique et de l'impartialité.* » Dominés par l'impérialisme néocolonial, les membres du CPT hésitaient et en fin de compte, ont fini par abandonner le déroulement de ce spectacle pour satisfaire la volonté de l'Oncle Sam qui, sans doute, a déjà son « *Homme* », son « *Poulain* », pour la Primature afin d'éviter tout dérapage incontrôlé.

Ne sommes-nous pas maintenant des citoyens d'un pays humilié, déshonoré ? Ne nous arrive-t-il pas de nous poser des questions sur ce que nous sommes devenus ? Notre orgueil national n'est-il pas en berne ? Ne nous sentons donc pas une certaine inquiétude mêlée de honte et que ne nous demandons pas de quoi demain sera fait ? Quand l'impérialisme occidental est à la fois celui qui a provoqué la situation actuelle et celui qui prétend la résoudre, n'est-ce pas là une illusion ? Alors que tout ceci c'est l'aboutissement de plus d'un siècle de domination et de destruction impérialistes, piétinant le peuple haïtien aussi bien dans sa forme politique et économique que dans son contenu social ?

Le grand dessein des impérialistes en Haïti est de renforcer le colonialisme et le néo-colonialisme et nous nous tromperions de la façon la plus bête, la plus cruelle, si nous devions considérer que leurs actions trompeuses sont distinctes et sans rapports entre elles. C'est là tous leurs intérêts. Aucune confiance ne peut être accordée au représentant de la classe capitaliste et à ses institutions internes ou externes. Reconquérir la démocratie exige d'aller à la racine du mal afin de finir avec cette politique au service d'une minorité de privilégiés et d'établir une politique pour la majorité du peuple. Cela suppose que l'on remplace le régime anti-démocratique et antisocial des profiteurs de la classe politique par un régime populaire authentiquement démocratique que seule l'action du peuple travailleur est à même d'imposer pour ouvrir la voie à un gouvernement au service de la majorité.

Ce n'est pas avec l'impérialisme et consorts que des solutions viables seront trouvées. Si c'était le cas, on les aurait longtemps repérées. Au contraire, c'est sans eux et contre eux que nous devrions construire le pays et lutter constamment contre leur barbare système de domination et d'exploitation. La rupture avec Washington, Ottawa, Paris est une exigence. Elle doit être au centre de toute réponse haïtienne à cette impasse de type néocolonial inacceptable et ce, sous quelque forme que ce soit.

Lutter pour un gouvernement sans influence de l'impérialisme, pour un gouvernement n'acceptant pas l'occupation d'une armée étrangère et sans pillage des ressources publiques par les multinationales capitalistes: telle est la ligne de conduite politique dans laquelle devrait s'inscrire tout citoyen honnête et conséquent de sorte que des changements urgents s'imposent contre la dégradation persistante des conditions de vie.

Il est grand temps que les masses défavorisées s'organisent et se révoltent contre l'occupation en cours et qu'elles ne se laissent pas détourner du chemin qu'elles ont choisi et pour lequel elles doivent lutter jusqu'au bout. L'impérialiste et les capitalistes peuvent contrôler le pouvoir, les médias et l'armée d'occupation qu'ils préparent, mais ce sont des armes inutiles comparées à la puissance de l'unité des masses populaires, luttant collectivement pour un destin commun et historique.

Le marxisme-léninisme nous enseigne que chaque peuple a droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance. Si nous restons inactifs devant cet élan destructif et criminel sans précédent de notre pays entraînant les actes et les événements les plus déshonorants pour notre histoire, cela signifierait que nous acceptons l'échec et que nous consumons notre propre ruine. Par conséquent, il n'y aura pas de voie de sortie du sous-développement chronique sans un sursaut citoyen pour renverser l'ordre impérialiste établi à l'échelle du pays. L'impérialisme doit être dénoncé, rejeté et combattu pour une Haïti de paix, de solidarité et de transformation sociale, socialiste et souveraine.

L'impérialisme a nommé son Premier ministre !





Garry Conille et l'un de ses patrons Bill Clinton



Conférence de presse de l'organisation populaire « Esclave Révolté ».



L'ambassadeur américain Dennis Bruce Hankins



Alix Didier Fils-Aimé

Par Marie Laurette Numa

La transformation du Villa d'accueil en théâtre de verdure n'a pas eu lieu le mardi 28 mai, mais de toute façon, le Conseil Présidentiel de Transition formé entre autres de Fanmi Lavalas, de Pitit Desalin, du Phtk et du groupe Montana, ne pouvait pas masquer son vrai visage en tant que nouvelle marionnette authentique dépassant de milles coudées Ariel Henry. Il vient de le confirmer en reconduisant l'ancien poulain de Bill Clinton, le Premier ministre de l'impérialisme américain en la personne du Directeur régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Dr. Garry Conille à la primature.

Il était clair pour le commun des mortels que le tweet du vendredi 24 mai des États-Unis qui espéraient que le choix du Premier ministre serait fait *« sur la base du mérite technique et de l'impartialité »*, illustrait déjà sur qui ils comptaient pour diriger la Primature. Le Conseil avec ses 9 laquais, indigènes de service, n'a pas montré la moindre résistance, il a suivi à la lettre le diktat du Département d'Etat américain. Il n'a pas fait choix, le conseil a tout simplement observé l'ordre reçu avec le simulacre de réunion avec les candidats.

Aucun d'entre eux n'a eu le courage de dévoiler la vérité au peuple. Et sans aucun brin d'honnêteté et de pudeur, Edgard Leblanc, président du Conseil a écrit sur X. *« Suite à des échanges au sein du Conseil présidentiel de Transition après les auditions des candidats retenus pour le poste de Premier Ministre, le Dr. Garry Conille est choisi par consensus pour diriger le gouvernement de la période de Transition »*.

Pour l'histoire, il faut bien citer les noms et l'appartenance politique de ces nouveaux Sudre Dartiguenave, par-dessus le marché ces Conzé, ces traîtres à la Nation qui au grand jour l'ont livrée, pieds et mains liés à ses ennemis de tous les temps, les puissances impérialistes.

Il s'agit de Smith Augustin (ancien diplomate) délégué de RED/EDE/Compromis historique ; Louis Gérald Gilles (médecin et ancien sénateur Lavalas) Accord du 21 décembre ; Fritz Alphonse Jean (ancien gouverneur de la banque centrale d'Haïti) Accord Montana ; Edgar Leblanc Fils (ancien président du Sénat) Collectif des partis politiques du 30 janvier, Laurent Saint-Cyr (entrepreneur) Secteur privé des affaires, Emmanuel Vertilaire (avocat) Pitit Desalin et Leslie Voltaire (ancien ministre et diplomate) Fanmi Lavalas. Le pasteur évangélique Frinel Joseph, Société civile et l'ancienne fonctionnaire de la Banque mondiale Régine Abraham REN n'ont pas eu le droit de vote mais cela n'a pas ôté leur complicité.

Il faut bien signaler que ce Conseil présidentiel ne serait qu'une entité symbolique, mais le vrai chef opérationnel sera le Premier ministre comme il l'a été lors de la transition de 2004 avec le président issu de la cour de Cassation Boniface Alexandre et Paul Latortue nommés par les Etats-Unis.

Le Conseil de transition a voté 6 contre 1 pour nommer Garry Conille au poste de Premier ministre. Laurent St-Cyr, représentant du secteur privé, était absent du vote sans doute. Ce secteur est terriblement déçu, puisqu'il avait fait trop de folles dépenses en arrosant les membres du CPT pour leur poulain Alix Didier Fils-Aimé. Ce candidat du secteur privé des Affaires, jouant les démocrates a tweeté à Conille : *« Je présente mes sincères félicitations au Premier ministre désigné par le Conseil Présidentiel de la Transition, M. Garry Conille. Je reste, demeure un patriote, convaincu, Vive Haïti! »*

Garry Conille, pion patenté des Nations-Unies, va renforcer davantage le soutien international pour mettre le pays sous tutelle et c'est la raison pour laquelle on voulait se servir de lui. Alors qu'il a laissé le pays depuis plus de 10 ans, il fonctionnait dans les rouages internationaux. Voilà ce que nous ont offert les protagonistes du système avec leur slogan de solution haïtienne.

L'autre fait à signaler, c'est la grande influence des Etats-Unis même au niveau des organisations populaires. L'une des organisations qui militait assurément au nom de l'ambassade américain et encourageait les conseillers présidentiels à jeter leur dévolu sur le choix de Conille n'est autre que l'organisation populaire « Esclave Révolté ». Au cours d'une conférence de presse tenue le jeudi 23 mai dernier, cette organisation avait même garanti qu'avec Conille on aura des élections honnêtes, crédibles et transparentes dans le pays.

Pour essayer de cacher leur coquinerie, deux notes tendancieuses ont été publiées le jour même du 28 mai par Lavalas et Montana :

« Pour aider le Conseil Présidentiel de la transition à la transparence et loin de la corruption, le parti Fanmi Lavalas demande de publier dans le journal Le Moniteur, le décret portant création de l'organisation et le mode de fonctionnement du conseil présidentiel et la résolution qui précise la majorité de 5 sur 7, avant d'annoncer le nom du Premier ministre. »

Même constat de celle de Montana, dans laquelle on pouvait lire les recommandations suivantes au Conseil Présidentiel de Transition:

« - Publication précipitée de l'Accord du 3 avril dans Le Moniteur ;

- Publication du décret portant organisation et fonctionnement du Conseil dans Le Moniteur ;

- Communication publique de la liste de tous les candidats et de la liste des critères et du mécanisme qui leur permettra d'accéder au choix de qui sera le Premier ministre parmi tous les candidats. »

Ces deux notes nous ont toutefois beaucoup édifiés que la position prise par les représentants de ces deux courants pro-impérialistes au Conseil a été belle et bien planifiée par leurs organisations respectives.

Que le peuple haïtien prenne note ! Et que les traîtres prennent garde ! Les crayons de l'histoire n'ont pas de gomme !

République Dominicaine : les paramilitaires néofascistes renforcent la répression



Le mouvement paramilitaire s'inscrit en fait dans un schéma historique et régional plus large de violence, de censure et de menaces étatiques et les attaques non étatiques de droite contre les femmes noires et migrantes au cours du siècle dernier.

Par Amarys Estrella

«Veuillez signaler ce tweet! Et si vous disposez d'un espace à partager avec d'autres membres de votre cercle d'amis de confiance, demandez-leur de faire de même ». J'ai reçu ce SMS après que le groupe ultranationaliste dominicain Antigua Ordre Dominicain a publié un tweet dénonçant un couple homosexuel dans le pays. Au cours de la dernière décennie, je me suis habitué à ce type de demandes de soutien après que des groupes ultranationalistes ont appris l'existence d'un individu connu pour son activisme « *en faveur des Haïtiens* » ou « *adhérant à l'idéologie du genre* ». Les commentaires sur les messages offensants se remplissent rapidement de menaces de mort, d'épithètes racistes et xénophobes et d'accusations de trahison. Souvent, celles qui font l'objet d'une surveillance et d'une répression parce qu'elles sont identifiées dans les médias traditionnels et sociaux sont des femmes noires racialisées.

L'Ancien Ordre Dominicain (AOD) est un groupe paramilitaire néo-fasciste d'extrême droite dont l'objectif est de protéger la République Dominicaine « à tout prix ». Les membres du mouvement portent des bottes de combat noires et des uniformes militaires noirs estampés sur le bras du drapeau dominicain et des mots *« Dieu, Patrie, Liberté »*. Sur Facebook, où AOD compte plus de 77 000 abonnés, le groupe se décrit comme un mouvement nationaliste « *créé pour l'expulsion des Haïtiens des villes dominicaines* ». Au cours de la dernière décennie, les membres de l'ODA – souvent alors que la police nationale dominicaine détournait le regard – ont régulièrement perturbé les marches et les veillées organisées par des groupes féministes et antiracistes pour dénoncer les violations des droits humains contre les migrants noirs, les femmes et les communautés LGBTQIA+ haïtiennes et dominicaines. . Plus récemment, en octobre 2023, des membres de l'ODA ont menacé et harcelé les participants à une veillée de solidarité avec les Palestiniens à Saint-Domingue.

Bien que les tactiques d'intimidation anti-haïtiennes, anti-Noires et homophobes de l'ODA puissent à première vue sembler être l'œuvre d'un groupe marginal, le mouvement paramilitaire s'inscrit en fait dans un schéma historique et régional plus large de violence, de censure et de menaces étatiques et les attaques non étatiques de droite contre les femmes noires et migrantes au cours du siècle dernier. Au cours des dernières décennies, la République dominicaine a connu un retrait des mouvements fascistes et de droite qui dépendent de plus en plus de la solidification de groupes paramilitaires néofascistes. Alors que les groupes paramilitaires étaient présents sous les régimes et dictatures de droite précédents, leur présence actuelle témoigne des nouveaux contours qui façonnent la répression contre toute personne considérée comme une menace à la souveraineté dominicaine.



En 2021, Ana María Belique, une dominicaine noire d'origine haïtienne, a publié le livre pour enfants : La poupée de Dieula.

Alors que la République dominicaine se prépare aux élections présidentielles de 2024, on s'attend à ce que le bouc émissaire d'Haïti, des migrants haïtiens et de leurs descendants augmente. Plus récemment, ces perturbations se sont étendues aux espaces éducatifs, où les inquiétudes concernant un livre pour enfants bilingue écrit en espagnol et en créole haïtien, ainsi que les faux récits sur la poésie érotique enseignée aux enfants, sont devenus des paratonnerres pour lesquels la droite appelle à l'interdiction de livres et le licenciement d'éducatrices féministes noires. Alors que les mouvements noirs, queer, féministes et antiracistes se mobilisent pour dénoncer la violence étatique et non étatique, les menaces et les perturbations de la part de groupes de droite comme l'ODA continueront.

Poupées noires, histoires noires

Poupée Dieula, Le livre, qui raconte l'histoire d'une fille à qui sa mère lui coud une poupée noire, faisait partie d'un projet plus vaste visant à permettre aux femmes et aux filles noires de se refléter dans la culture populaire. En 2019, Belique et d'autres membres du mouvement antiraciste Reconoci. do ont lancé Muñecas Negras RD, une initiative qui crée des poupées noires comme moyen de construire des espaces intimes de reconnaissance tout en générant des revenus pour les femmes marginalisées. Ce fut le début de ce que Belique appelait la pensée critique bateyero, une pensée et une pratique féministe noire née des expériences de femmes et de filles dominicaines noires d'origine haïtienne issues des communautés de canne à sucre connues sous le nom de bateyes.

Les créateurs vivant dans les bateys – qui sont souvent confrontés à des opportunités d'emploi limitées en raison du refus de citoyenneté aux Dominicains d'origine haïtienne – fabriquent soigneusement chaque poupée à partir de tissus, de fils et de fibres (pour les cheveux) achetés localement. Alors que le premier lot a été acheté principalement par des personnes vivant en dehors de la République dominicaine, la génération suivante de poupées a été offerte aux enfants de la propre communauté des créateurs et vendue dans des espaces féministes dominicains.

Muñecas Negras RD a offert un espace aux femmes dominicaines noires d'origine haïtienne pour parler de leurs expériences en matière de discrimination raciale et de genre. Comme l'expliquait l'une des fondatrices, Maribel Pierre : « *les gens croient que lorsqu'ils vous appellent noir, ils vous offensent, sans savoir que lorsqu'ils vous appellent noir, ils vous rappellent d'où vous venez, qui vous êtes, qui sont vos ancêtres.* » Ces sentiments, partagés par de nombreux créateurs qui ont participé à la fabrication des poupées, ont incité Belique à écrire La Poupée de Dieula. L'histoire est inspirée par l'une des filles batey qui se tenait souvent près de la fenêtre pour voir ce que les filles et les femmes plus âgées préparaient et discutaient.

Après la sortie du livre, Belique et l'illustratrice et éditrice du livre, Michelle Ricardo de Proyecto AntiCanon, devaient apparaître à la Foire internationale du livre 2022 à Saint-Domingue. Sur les réseaux sociaux, l'AOD et ses partisans ultranationalistes ont rapidement commencé à présenter le livre de Belique comme un signe de l'haïtianisation de la société dominicaine.

Ils ont noté que le livre était lu dans les écoles publiques et enseignait aux enfants le créole haïtien. Ils ont également menacé directement Belique et Ricardo et ont appelé au boycott de la présentation du livre à la foire, ce qui a conduit à l'annulation de l'événement. Au lieu de cela, Ricardo a lu un poème sur l'intimidation et les menaces, ce qui a conduit à davantage d'intimidation et de menaces sur les réseaux sociaux.

La montée des groupes néofascistes et leur répression

Des groupes tels que l'ODA soutiennent que la République dominicaine est une nation souveraine qui a le droit de se défendre contre les accusations de violations des droits de l'homme telles que le racisme, la xénophobie, l'homophobie ou la misogynie. Outre la récente attaque contre des manifestants solidaires palestiniens et la réaction violente contre *la Poupée de Dieula,* des groupes d'extrême droite ont lancé à plusieurs reprises des menaces et des attaques contre les défenseurs des droits de l'homme, interrompant des événements tels que des manifestations dénonçant l'apatridie, des spectacles artistiques anticoloniaux, des droits de l'homme, audiences de la commission et veillée suite au meurtre policier de George Floyd aux États-Unis. Si la plupart de ces événements ont eu lieu à Saint-Domingue, des groupes et des individus d'extrême droite ont également perturbé les panels éducatifs organisés à New York, où l'AOD est présente.

Ces types de perturbations perpétrées par des groupes nationalistes autoproclamés se sont multipliés au cours de la dernière décennie. Amaury Rodríguez, auteur et traducteur dominicain dont les travaux mettent en lumière l'histoire dominicaine, caribéenne et latino-américaine, note : « Le recours aux forces répressives pour écraser la protestation sociale est devenu monnaie courante. » La présence de groupes paramilitaires néofascistes fait partie des nouveaux contours qui façonnent la répression contre toute personne considérée comme une menace pour les valeurs dominicaines. Pour les militants des droits humains qui documentent la manière dont les menaces qui surgissent dans le monde virtuel s'étendent aux espaces physiques, la prolifération de groupes nationalistes et fascistes sur les plateformes de médias sociaux comme Facebook est devenue de plus en plus inquiétante.



En octobre 2023, des membres de l'ODA ont menacé et harcelé les participants à une veillée de solidarité avec les Palestiniens à Saint-Domingue.

En décembre 2016, lors d'une session de la Commission interaméricaine des droits de l'homme à Panama, plusieurs organisations dominicaines de défense des droits humains ont présenté un rapport sur les menaces croissantes de violence contre les défenseurs des droits humains, en particulier les membres des mouvements sociaux et des organisations qui s'expriment contre les politiques gouvernementales racistes et xénophobes. Le rapport détaille comment des groupes de droite s'identifiant comme nationalistes créaient des vidéos et des publications en ligne cherchant à dénoncer ce qu'ils appelaient de la propagande anti-dominicaine. Les membres de la délégation de la société civile dominicaine ont énuméré une série de tactiques d'intimidation, qu'ils ont placées dans le contexte d'une longue histoire de menaces et de violences physiques subies par les défenseurs des droits humains dans le pays. Ils ont également indiqué qu'ils avaient documenté et partagé leurs préoccupations avec les autorités dominicaines, qui n'avaient pas répondu à leurs rapports. Depuis, au moins un membre de la délégation a quitté le pays, inquiet pour elle-même et sa famille.

Les groupes de la société civile ont continué d'attirer l'attention sur la violence généralisée d'extrême droite. En octobre 2022, les participants à une journée anticoloniale ont subi des agressions physiques de la part de l'ODA, qui avait appelé ses membres à interrompre l'événement. Depuis près de deux décennies, diverses organisations sociales participent chaque mois d'octobre à une série d'événements pour dénoncer les célébrations nationales qui glorifient Christophe Colomb, la colonisation et l'esclavage. Lors d'une conférence de presse après l'incident, les organisations de la société civile ont appelé le président Luis Abinader à exiger que des groupes comme l'AOD mettent fin à leurs menaces et à leurs attaques physiques. Malgré des plaintes formelles déposées auprès du bureau du procureur, il n'y a eu aucune enquête formelle ni réponse de la part de l'État.

Une longue histoire de censure et de menaces

Les menaces contre les défenseurs des droits humains, et en particulier contre les femmes noires, s'accompagnent d'une augmentation des politiques répressives qui répondent aux craintes que les organisations antiracistes et les prétendues idéologies de genre menacent l'harmonie raciale et les valeurs patriarcales en Amérique latine et dans les Caraïbes. Bien qu'il y ait eu une montée des mouvements conservateurs de droite dans tout l'hémisphère ces dernières années, la droite détient le pouvoir presque sans interruption en République dominicaine depuis près d'un siècle. Le moment actuel peut sembler différent, mais un retour sur le siècle passé révèle ce que beaucoup considèrent comme la continuation du Trujillismo.

En 1930, le dictateur dominicain Rafael Leónidas Trujillo accède au pouvoir après un coup d'État militaire qu'il a contribué à mener contre le président Horacio Vásquez. Alors que l'anti-haïtien en République dominicaine est apparu avant la dictature de Trujillo, c'est pendant son mandat que le discours anti-haïtien a atteint son apogée et s'est transformé en violence génocidaire. Trujillo a orchestré le massacre haïtien de 1937 en ordonnant aux soldats et en recrutant des civils d'attaquer les Haïtiens, les Dominicains d'origine haïtienne et les Dominicains noirs le long de la frontière entre Haïti et la République dominicaine. À ce jour, le gouvernement dominicain ne s'est pas excusé publiquement pour ce

suite à la page(16)

Washington : Marche contre le projet d'occupation d'Haïti par les troupes kenyanes







Manifestation haïtienne à Washington pour protester contre le projet d'occupation de Biden et Ruto en Haïti

Par Jocelyn Gay

Le jeudi 23 mai 2024, un groupe de citoyens concernés dirigé par l'organisation KOMOKODA, Komite Mobilizasyon Kont Diktati an Ayiti et parrainé par de nombreux autres groupes, s'est rendu à Washington DC pour une marche de protestation. Ils voulaient faire savoir au président Joe Biden et à sa chair à canon, le président du Kenya William Ruto, qu'ils étaient contre l'occupation d'Haïti par des troupes étrangères et également contre toute ingérence dans les affaires haïtiennes.

Biden et Ruto se rencontraient lors d'une réception à la Maison Blanche, apparemment pour consolider leur décision d'envoyer des troupes armées en Haïti. Leur prétexte invoqué est d'éliminer les « bandits » qui terrorisent le pays. Il est évident pour tout le monde que ces « bandits » sont bien armés par les États-Unis eux-mêmes pour empêcher les citoyens haïtiens de lutter pour leurs droits à une nourriture décente, un logement, une santé, un travail et une éducation. La CARICOM et les puissances coloniales habituelles alliées aux États-Unis soutiennent cet effort visant à occuper à nouveau Haïti.

Les citoyens concernés, membres de nombreuses organisations, se sont rassemblés près de la Maison blanche, puis du consulat du Kenya et du consulat d'Haïti pour délivrer leurs messages. Le contenu était clair : aucune occupation d'Haïti par des troupes étrangères. Cet état de fait n'a jamais résolu aucun problème dans le pays. Ces ingérences ont en revanche apporté davantage de violences (enlèvements, viols, etc.) et des maladies mortelles comme le choléra qui a tué des centaines de milliers d'Haïtiens et pour lequel le pays n'a jamais été indemnisé par sa source, les Nations Unies envoyées par les USA.

Le message délivré par les manifestants a été très militant et a apparemment été bien accueilli par les citoyens de Washington DC et même par certains visiteurs de l'ambassade du Kenya.

Haïti et son conflit social et religieux, la barrière Clinton a été fragmentée par des membres de gangs

Par Emiro Vera Suárez

L'heure de la triangulation est déjà trop tard. Les coordonnées politiques du pays constituent un cadre idéologique transposé dans le champ théorico-politique du Venezuela des XXe et XXIe siècles. C'est le même parti pris avec un nouvel ingrédient que sont les soi-disant évangéliques, dont les pasteurs se sont alliés à l'univers de l'économie et de l'ombre pour s'allier à certains partis politiques en déclin dans la période 1970-80.

Au cours des quarante dernières années, le Venezuela s'est mobilisé dans des scénarios historiques. Bien sûr, l'idée des groupes économiques est de vendre du pétrole et de l'or, un business confié en coulisse aux gangs de corruption officiels qui composent leur environnement.

L'injection de capitaux est étrangère, les mêmes groupes installés dans le pays ont envoyé des porte-parole et des négociateurs aux États-Unis et, avec les mouvements islamiques, ils ont réussi à contrôler certains domaines de l'économie et des comtés pour revendre le pétrole brut. Joe Biden a commis une multitude d'erreurs qui mettent en danger la stabilité financière et politique des États-Unis d'Amérique et fait partie du racket de la famille Obama-Clinton.

C'est une mémoire qui rappelle Trotsky, c'est revivre le passé, toute une époque où les déclarations partisanes étaient fondamentales pour l'action de l'État.

La dimension économique de la mondialisation a mis en évidence et prévalu le critère de sa multidimensionnalité ; dans cette perspective, les exigences sociales et l'approche politique doivent être analysées pour réaliser les diktats du marché. Ainsi, la puissance mondiale, représentée par les États-Unis d'Amérique, a perpétué les inégalités et les injustices sociales qui nous conduisent à des facteurs structurels basés sur les diktats de l'environnement commercial.

Haïti est une île d'affrontements et sa réalité historique met en évidence les injustices du système, où sa population est mal préparée au travail et ses forces militantes ne disposent pas d'une unité pour assimiler les problèmes de développement.

Il est nécessaire de mettre en place un contrôle interne plus intense dans la zone des Caraïbes, surtout maintenant, alors que les États-Unis veulent déjà intervenir dans l'État d'Essequibo, dont le territoire appartient au Venezuela. Le flirt de la Nouvelle Gauche avec les missions évangéliques et les milieux d'affaires nord-américains a laissé les villageois des Caraïbes et ceux du Nord ébranlés par la question de l'islam et de l'immigration en provenance du pays aztèque, le Mexique.

Ce qui s'est passé en Haïti avec quelques jeunes missionnaires chrétiens indique qu'au cours de cette décennie, il a été difficile d'apporter une aide aux orphelins et aux groupes familiaux sans protection de l'État, en particulier aux frères britanniques, canadiens et nord-américains qui, depuis 1913, s'aventurent en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les chrétiens évangéliques qui, à travers les Missions, effectuent un travail social, sont considérés comme des hérétiques. Être attaqué à plusieurs reprises par des gangs qui ont une conception fataliste, laissant une continuité historique de violence dans les villages.

C'était Haïti dépouillée de son identité, de son nom. Ils n'y voient qu'un fétichisme technologique et le monde apparaît comme autiste. La continuité se détériore progressivement et les missions qui y sont établies doivent résister à la commercialisation des arts imposée par ces membres de gangs, qui ne sont autres que des mercenaires et des terroristes.

Il faut être très précis, les assemblées évangéliques, connaissant le danger religieux que représente le communisme dans les îles des Caraïbes, sont difficiles à évangéliser, et les directeurs de missions, les anciens et les groupes familiaux ont créé une distance entre le peuple de Dieu lui-même. Les chapelles évangéliques complètement désolées, comme les maisons de mission pratiquement fermées avec un ou deux gardiens à cause de problèmes et de circonstances entre elles, alors que l'Évangile est une seule cause commune.

L'Amérique latine et le bassin des Caraïbes ont absorbé une propagande malsaine qui promeut la haine et, en arrière-plan, le racisme fasciste. C'est une extrême droite et une ultra-gauche avec une bourgeoisie silencieuse qui donne un futur changement technologique qui a ses limites pour l'Occident.

La question écologique et l'économie mondiale recoupent dans une large mesure celle de la profonde division financière de la société mondiale ; c'est un véritable parallèle entre riches et pauvres, blancs et noirs, christianisme et islam. Prospérité croissante pour les uns, pauvreté pour les autres. Il y a aussi une exclusion au sommet.

Les programmes de volontariat sont actuellement difficiles à appliquer en raison de problèmes diplomatiques et du système de dollarisation. Les élites traditionnelles souhaitent maintenir de bas salaires dans le travail et le développement local. Ensuite, ils veulent collecter des impôts pour gagner plus, ces salaires. Par exemple, nous l'avons en Haïti, à Cuba, au Venezuela, en Espagne, en Norvège et en Irlande. Des pays qui soutiennent justement l'État palestinien et le Hamas.

Aporrea 27 mai 2024

SPNH-17 mande revokasyon Elbe direktè jeneral Lapolis la



Direktè jeneral Lapolis la Frantz Elbe

Sendika Polis Nasyonal Ayiti a (SPNH-17) kontinye ap mande revokasyon direktè jeneral Lapolis Ayiti a Frantz Elbe, pou move jesyon nan tèt enstitisyon an. Pandan yon konferans ki te dewoule jou madi 28 me 2024 la, Garry Jean-Baptiste, konseye SPNH-17, te mande pou yo fè yon komisyon ekspè nan kad verifikasyon anndan Lapolis la.

Akademi Kreyòl Ayisyen an (AKA) pèdi yon manm li : Pierre Michel Chéry

Se samdi 25 me 2024 la, lengwis, womansye, enfòmatisyen, jesyonè ak akademisyen, sitwayen Pierre Michel Chery, ki se manm fondatè Akademi Kreyòl Ayisyen an mouri, apre yon long maladi. Li te genyen sèlman 68 lane sou tèt li.

Nan yon omaj AKA fè l, ou kapab li : *« Se yon gwo pèt ki afekte nou tout. Se yon pèt non sèlman pou AKA men tou pou sosyete a anjeneral, jan pèsonaj la patisipe nan lavi piblik, kòm yon akademisyen, ekriven, pwofesè, oswa aktivis politik. »*

AKA envite tout sosyete a, pou ede l ranmase bèl eritaj literè vanyan gason sila a kite. Jou 25 me 2024, se yon dat tris, yon dat malouk ki plonje Akademi Kreyòl Ayisyen (AKA) nan lapenn, yon dat ki pral rete tankou yon pwasenkant sou do Akademi Kreyòl la.

Zèv li yo, sitou divès woman ak atik li jeneralman ekri an kreyòl, montre kijan Akademisyen an te rete kole ak kilti, tradisyon, idantite ak filozofi pèp ayisyen an. Tout zèv li yo se yon kèt, yon afimasyon, yon ranmase, yon vwayaj nan fenfon istwa peyi a. Li kite anpil liv tankou Bèbè Gòlgota, Erityе Vilokan, Senfoni Nago, Dogid Atisou, Peleren, elatriye….

Bon vwayaj Pierre Michel Chéry !



Pierre Michel Chéry

Bikina Faso : Pwolongasyon manda Kapitèn Ibrahim Traoré pou senk lane ankò

Manda Kapitèn Ibrahim Traoré nan tèt Bikina Faso pwolonje pou senkan. Diferan sektè nan peyi a pran desizyon sa a ansanm jou ki te samdi 25 me 2024 la apre 2 jou rankont. Yo fè yon bilan sou tranzisyon an, ki sou pouvwa a depi 2022, epi yo deside…

Pou prezidan Ibrahim Traoré pase omwen senk ane ankò nan tèt tranzisyon an nan Bikina Faso. Diferan sektè peyi moun onèt yo te reyini pandan de jou pou fè bilan ekip ki sou pouvwa tranzisyon an epi yo deside fòk pwosesis la kontinye. Vrèmanvre, Samdi sa a, yo konfime pwolongasyon manda a jent militè a. Moun yo presize tou nan rapò reyinyon an depi kounye a chèf leta a rele tou Prezidan Faso ak Lidè siprèm lame a.

Desizyon sa a pat fè tout moun plezi, gen anpil moun ki pa kontan paske pou yo 5 kan an twò piti pou Kapitèn lan. Tout manifestan ki te rasanble alantou syèj reyinyon pat sispann mande yon manda 10 zan pou kòmandan an.



Ibrahim Traoré

Haïti : une anatomie de l'invasion

Par Jemima Pierre

Les États-Unis sont derrière l'invasion et l'occupation militaires multinationales d'Haïti. Comment est-ce qu'on est arrivés ici?

Alors que tous les regards sont tournés vers le génocide à Gaza, Haïti subit une invasion militaire étrangère à grande échelle. Au 16 mai, trente gros avions de transport ont atterri à l'aéroport international Toussaint Louverture, déchargeant 835 tonnes de fret et de matériel militaire et transportant du personnel militaire et des sous-traitants. Au moins une centaine d'avions supplémentaires, certains appartenant à l'US Air Force, d'autres loués par le Département d'État américain, devraient arriver dans les prochains jours. Certaines sections de la capitale haïtienne, Port-au-Prince, sont « désormais l'avant-poste d'un contingent militaire international ». Le Pentagone accorde des contrats lucratifs à des entreprises américaines pour la fourniture de matériels et de services destinés à soutenir l'occupation militaire. La chef du Commandement Sud des États-Unis (SOUTHCOM), dans son langage condescendant et raciste typique, a déjà annoncé que ses soldats prendraient le contrôle des ports d'Haïti. Sur Twitter, la journaliste/sténographe du département d'État américain Jacqueline Charles a publié une vidéo d'elle marchant librement dans l'aéroport vide Toussaint Louverture avec un contingent de responsables militaires et du département d'État américains. C'était comme si Haïti leur appartenait déjà.

Et c'est peut-être déjà le cas. Les pauvres Haïtiens ont déjà commencé à subir les conséquences de cette nouvelle invasion. Par exemple, cette accumulation d'équipements militaires américains et de personnel étranger dans le pays – cette lente invasion étrangère – s'accompagne de la destruction de 350 à 400 maisons de certaines des personnes les plus pauvres de la capitale, Port-au-Prince parce qu'ils sont trop proches de l'aéroport. Vraisemblablement, les États-Unis insistent sur le fait que la destruction des biens et le déplacement des pauvres Haïtiens sont nécessaires pour « sécuriser » l'aéroport. L'objectif est de détruire 90 bâtiments supplémentaires à plusieurs étages, déplaçant ainsi de plus en plus de pauvres.

Si l'ampleur de l'invasion d'Haïti est à couper le souffle, le sentiment de son caractère inévitable est décevant. Les médias, y compris Jacqueline Charles, le présentent comme un fait accompli, effaçant des archives l'histoire récente de l'ingérence impériale et de la crise qui a amené Haïti à ce point, tout en oubliant commodément le « chaos » et l'« anarchie » fabriqués de toutes pièces pour justifier une intervention en premier lieu. Il y a quelques semaines à peine, rappelons-le, l'aéroport international Toussaint Louverture aurait été fermé en raison de la « *violence des gangs* ». Même si ce discours sur la « violence des gangs » est désormais éclipsé par la célébration occidentale de l'invasion imminente, il a contribué à la fabrication d'un consensus autour d'un vieux cliché cohérent et raciste : le peuple haïtien ne peut pas se gouverner lui-même et ne mérite pas la souveraineté. C'est peut-être la seule chose qui peut expliquer comment le monde a si facilement accepté l'invasion américaine d'Haïti sous la mascarade au visage noir d'un contingent de mercenaires noirs irresponsables venus d'Afrique et des Caraïbes. Comment est-ce qu'on est arrivés ici?



Le secrétaire d'État Antony Blinken, à droite, rencontre le président kenyan William Ruto, à gauche, le jeudi 21 septembre 2023, à New York. (Photo AP/Jason DeCrow, piscine)

Invasion étrangère, occupation et création d'un « État en faillite »

Comme je l'ai soutenu ailleurs, Haïti a officiellement perdu sa souveraineté nominale fin février 2004 à la suite d'un coup d'État mené par les États-Unis, la France et le Canada. Le coup d'État a ensuite été nettoyé par les Nations Unies qui, sous la direction des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis et la France, ont voté l'envoi d'une mission de « maintien de la paix » en Haïti dans le cadre d'un mandat du « chapitre 7 » qui permettait aux soldats étrangers d'utiliser pleinement leurs forces contre la population. L'occupation de l'ONU sous la MINUSTAH a été marquée par sa brutalité envers le peuple haïtien. Des civils ont été attaqués et assassinés. Les « Casques bleus » ont commis d'innombrables crimes sexuels. Les soldats de l'ONU ont également déversé des excréments humains dans les rivières utilisées pour l'eau potable, déclenchant une épidémie de choléra qui a tué entre 10 000 et 40 000 personnes. Les États-Unis et la MINUSTAH ont également formé et militarisé la police et les forces de sécurité d'Haïti, réhabilitant et réintégrant souvent les membres voyous. Pour le peuple haïtien, l'occupation n'a signifié que la mort, la misère, la dégradation de l'environnement et un affront à notre dignité humaine. L'ONU n'a jamais été tenue pour responsable de ces crimes contre le peuple haïtien.

L'occupation de 2004 a été solidifiée grâce à la création et à l'opérationnalisation du Core Group, les dirigeants coloniaux actuels d'Haïti. Certains affirment que cette occupation a officiellement pris fin en 2017 avec le retrait officiel de la mission MINUSTAH. Pourtant l'ONU est restée en Haïti à travers un nouveau bureau avec un nouvel acronyme : BINUH, le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. A travers le Core Group et le BINUH, Haïti est actuellement dirigé par un groupe d'étrangers non haïtiens. Ce sont ces mêmes personnes qui sont responsables de la destruction de la démocratie haïtienne.

Sous cette occupation étrangère qui dure depuis 20 ans, l'État d'Haïti a été complètement détruit. L'installation par les États-Unis de Michel Martelly (et de son « Parti Haïtien Tèt Kale » (PHTK) à la présidence du pays en 2011 a été un autre coup porté à la souveraineté haïtienne. Martelly avait perdu le premier tour des élections et tous les membres du conseil électoral haïtien ont refusé pour ratifier formellement le vote. Tandis que la secrétaire d'État de Barack Obama, Hilary Clinton, se rendait en Haïti pour diriger les résultats des élections, l'Organisation des États américains (OEA), membre du Groupe central, était également de connivence dans cette atteinte flagrante à la démocratie haïtienne.

Bien entendu, des élections démocratiques sous occupation militaire sont impossibles. C'est depuis l'installation Martelly/PHTK que nous constatons la perte totale même du vernis de la « démocratie » haïtienne que les États-Unis et l'Occident essayaient de présenter au monde. Le mandat de Martelly a été marqué par une corruption et une violence profondes (y compris l'armement de groupes pour terroriser les quartiers pauvres et le vol de milliards de dollars des fonds PetroCaribe), la tentative de vente des terres et des ressources haïtiennes à des étrangers et, surtout, la perturbation du cycle électoral en Haïti. Au moment de l'assassinat de son successeur (et protégé), Jovenel Moise (qui a également accédé au pouvoir grâce à des « élections » non démocratiques), il n'y avait pas eu d'élections régionales et locales en Haïti depuis 2016. À la fin de leur mandat, les deux Martelly et Moïse gouvernaient par décret. Une fois que le Core Group a installé Ariel Henry comme Premier ministre de facto d'Haïti en juillet 2021, les discussions sur les élections ont été mises en veilleuse. Les États-Unis et le Core Group n'ont pas encouragé Henry, leur gouvernement fantoche haïtien, à organiser des élections, préférant le maintenir au pouvoir le plus longtemps possible. Fin 2023, les mandats des derniers élus haïtiens avaient expiré. Haïti n'a actuellement aucun élu ni aucun gouvernement légitime.

C'est un point important. Toutes négociations et accords internationaux entrepris par un gouvernement fantoche illégitime sont, par définition, illégitimes. Cela inclut la demande d'invasion militaire d'Haïti, ostensiblement formulée par le gouvernement fantoche d'Ariel Henry, mais en réalité exigée par les États-Unis et le Core Group. Pour dire cela dans les termes les plus clairs possibles, l'invasion et l'occupation militaires actuelles d'Haïti sont illégales et illégitimes.

« Un recours robuste à la force » ou la mission multinationale de soutien à la sécurité

Le 2 octobre 2023, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a voté une résolution en faveur d'une mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) autorisant le déploiement d'une intervention militaire et policière étrangère en Haïti. Bien que le vote n'ait pas fait l'objet d'une approbation unanime en raison de l'abstention de deux membres permanents du CSNU (Russie et Chine), 13 autres membres permanents et non permanents ont voté en faveur, dont 3 pays africains (Gabon, Ghana et Mozambique). Pourtant, l'administration américaine, les grands médias, ainsi que des personnalités telles que Linda Thomas-Greenfield, représentante américaine à l'ONU, ont salué le vote comme une victoire. En effet, bien qu'elle ait reçu la bénédiction du Conseil de sécurité de l'ONU, cette « mission de soutien à la sécurité » n'est pas une mission officielle de l'ONU. C'est la raison pour laquelle, plutôt que d'être financée par l'ONU, comme le sont les forces de « maintien de la paix » de l'ONU, la mission sera principalement financée par les États-Unis et d'autres pays volontaires. Jusqu'à présent, le Canada et la France ont fourni un certain financement (le Canada offrant, de manière absurde, 8 millions de dollars pour que les forces kenyanes « apprennent le français » – une langue qui n'est pas parlée par la majorité des Haïtiens). Les États-Unis ont également réussi à convaincre les Bahamas, le Bangladesh, la Barbade, le Belize, le Bénin, le Tchad et la Jamaïque de participer. Il est évident et révélateur qu'aucune nation blanche n'envoie officiellement de troupes pour cette mission.

Ce qui est le plus significatif à propos de ce MSS, c'est que la résolution (Résolution 2699 du CSNU) a été adoptée en vertu du Chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, un appel rare car un déploiement en vertu du Chapitre 7 est généralement destiné à un pays en guerre et permet l'utilisation d'armes mortelles contre la population. Nous devons nous arrêter ici pour nous demander pourquoi le Conseil de sécurité de l'ONU autoriserait un déploiement au titre du Chapitre 7 – autoriser un tel recours à la force – pour une mission explicitement non-ONU. En effet, Brian Concannon de l'Institut pour la justice et la démocratie en Haïti a soutenu que :

… bien que le Conseil de sécurité ait approuvé la mission en octobre dernier, il n'a pas voulu y être associé. La résolution d'autorisation insistait sur le fait que la mission n'était pas une mission officielle de l'ONU, que l'organisation devrait en assumer la responsabilité car elle devrait recourir à un « usage trop brutal de la force » contre les Haïtiens.

En effet, Haïti dispose d'une force d'invasion étrangère qui est libre d'utiliser une force « robuste » sur la population sans aucune responsabilité. Nous ne pouvons que souligner à quel point la mission de « maintien de la paix » de l'ONU de 2004 à 2017 a été violente, alors que les troupes étaient censées rendre des comptes à l'ONU. La responsabilité n'est pas clairement établie pour cette nouvelle invasion et occupation militaire. Et comme nous le savons, ce seront les pauvres Haïtiens qui subiront le poids d'une violence brutale et inexplicable perpétrée par des étrangers armés payés par les États-Unis et sanctionnés par l'ONU.

L'appel à une nouvelle intervention n'est pas nouveau. Les États-Unis faisaient pression depuis 2021 pour un renforcement de la présence militaire en Haïti afin de protéger le gouvernement fantoche du non-élu et impopulaire Ariel Henry. Au cours des trois dernières années, ils ont obtenu – et reçu – le soutien du secrétaire général de l'ONU, Antonio. Guterres, le Mexicain Manuel Lopez Obrador (ou AMLO), le chouchou de la gauche américaine qui a servi de « co-rédacteur » avec les États-Unis pour rédiger la résolution d'intervention, et le Brésilien Lula Da Silva, qui a fait pression pour une « réponse rapide » (c'est-à-dire une invasion militaire étrangère) en Haïti. Les États-Unis ne sont pas disposés à mettre leurs propres troupes sur le terrain. Au lieu de cela, elle s'est tournée d'abord vers le Canada, puis vers le Brésil, puis vers les pays de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et des Caraïbes (CARICOM), qui étaient tous réticents à diriger la mission, même s'ils soutenaient l'appel à une intervention militaire. .

Le gouvernement kenyan a cependant sauté sur l'occasion pour « diriger » l'intervention avec 1000 policiers. À la veille de la participation de leur police à l'invasion américaine d'Haïti, certains ont soutenu qu'il s'agissait là d'une expression du panafricanisme du Kenya. A cela, l'équipe Haïti-Amériques de l'Alliance Noire pour la Paix a répondu: «*Une occupation d'Haïti par un pays africain n'est pas du panafricanisme, mais un impérialisme occidental à visage noir.* »

Le Kenya, nous l'avons appris maintenant, a été acheté grâce à l'assistance à la sécurité nationale promise par le Pentagone (qui comprenait une visite du secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin), à l'augmentation du financement du FMI, à 300 millions de dollars pour ses soldats et, le plus flagrant, la promesse d'une visite d'État américaine. Cette visite d'État tant convoitée (fièrement vantée par les responsables néocoloniaux kenyans comme la première d'un chef d'État africain depuis 2008) devrait avoir lieu le 23 mai et doit coïncider, selon les responsables, avec la présence physique des forces kenyanes en Haïti.

Il est curieux que, alors que nous voyons des avions et du personnel militaires américains atterrir en Haïti, alors que le directeur du SOUTHCOM se vante d'avoir acheminé des fournitures vers Haïti et que ses forces prennent le contrôle des ports d'Haïti, les médias occidentaux continuent de qualifier cette invasion militaire américaine d'invasion militaire américaine. *« Mission de l'ONU dirigée par le Kenya. »* L'idée selon laquelle il s'agit d'une mission de sécurité « dirigée par le Kenya » en Haïti est tout aussi douteuse que l'idée selon laquelle il s'agit d'une « mission de l'ONU ». Ce qui est également douteux, c'est la célébration – dans les médias occidentaux et dans les principaux cercles politiques caribéens – de « l'indépendance » et de la « bienveillance » des dirigeants de la CARICOM dans leurs relations avec Haïti.

A suivre

*Jemima Pierre est rédactrice et collaboratrice du Black Agenda Report, co-coordinatrice Haïti/Amériques de la Black Alliance for Peace et professeure d'études noires et d'anthropologie à l'UCLA.

Black Agenda Report (BAR) 22 mai 2024

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Le Président William Ruto en personne a fait le voyage dans la capitale américaine les 22, 23 et 24 mai 2024 en vue de rencontrer son employeur, Joe Biden, sous prétexte de célébrer les 60 ans de partenariat entre les peuples kenyan et américain.

Par Catherine Charlemagne

(8e partie)

Les citoyens et patriotes haïtiens qui espéraient que le déploiement des troupes étrangères sur le sol national n'aurait pas lieu peuvent se faire une raison. Les 1000 policiers et soldats kenyans prévus par Nairobi pour la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS) en Haïti frappent déjà aux portes de la capitale. Certains d'entre eux, y compris des milliers d'autres militaires de la coalition internationale, sont cantonnés, pour la plupart, à la Jamaïque depuis plusieurs semaines. Ils n'attendent que le feu vert de Washington, le maître d'œuvre de toute cette affaire de débarquement.

Signe que le dossier s'accélère, même avec lenteur, l'arrivée à Port-au-Prince depuis le lundi 20 mai 2024 d'une Délégation kenyane conduite par l'Inspecteur général adjoint, Noor Gabow, celui qui commandera cette fameuse mission militaire en Haïti. Certes, ce feuilleton kenyan est loin d'arriver à son épilogue compte tenu de l'enjeu politique et stratégique pour les américains dans cette partie des Caraïbes et pour le gouvernement du Kenya ne voulant prendre aucun risque sans être sûr et certain que Washington tiendra bien ses promesses financières à l'endroit de la République du Kenya, celle qui va être en première ligne. Ce déploiement rapporterait 15 milliards de dollars sur une période de 5 ans à ce pays de l'Est africain devenu un habitué des missions militaires internationales. D'ailleurs, pour s'en assurer, le Président William Ruto en personne a fait le voyage dans la capitale américaine les 22, 23 et 24 mai 2024 en vue de rencontrer son employeur, Joe Biden, sous prétexte de célébrer les 60 ans de partenariat entre les peuples kényan et américain.

En vérité, personne n'est dupe. On sait que le chef d'État kenyan est venu à Washington juste pour finaliser le contrat liant les deux gouvernements dans ce dossier de déploiement des troupes en Haïti et ensuite faire du shoping avec sa femme qui l'avait précédé deux jours auparavant à Atlanta. Ainsi, pour rester cohérent dans notre mission de vulgarisation de l'information sur ce feuilleton qui s'apprête à passer dans sa phase décisive et effective, nous reprenons la suite de cette chronique exactement là où nous l'avons arrêtée il y a cinq mois. Le vendredi 6 octobre 2023, les dirigeants de l'Accord de Montana avaient fait connaître la position de cette structure politique collégiale sur la Résolution 2699 des Nations-Unies sur Haïti. Par l'entremise d'une longue note de presse, ils se positionnaient clairement contre cette force non onusienne mais ayant la bénédiction de cette organisation internationale pour venir faire le Gendarme en Haïti. Si la Direction se prononçait sans aucune ambiguïté sur la venue des forces étrangères, les responsables de l'Accord de Montana n'oubliaient pas non plus de mettre en avant les responsabilités des autorités de la Transition, notamment, le rôle du Premier ministre Ariel Henry dans cette situation chaotique.

Ils avaient pointé du doigt l'insécurité et les accointances, selon eux, du pouvoir avec certains gangs. « Comment une force multinationale armée non-onusienne peut-elle intervenir dans un pays en garantissant sa souveraineté et son intégrité ? La Résolution 2699 exprimée d'une manière inédite dans l'histoire des Nations-Unies est le résultat de tractations laborieuses et de compromis entre les puissances internationales. L'Accord de Montana relève que la séquestration du droit à l'autodétermination de la Nation haïtienne par certains acteurs dominants de l'international, en violation de la Charte même de l'ONU, a été l'objet de négociations diplomatiques qui ont abouti à l'engagement qui est pris de respecter la souveraineté, l'intégrité et l'unité territoriale de l'État et du peuple haïtien. L'Accord de Montana continue de croire que l'équipe au pouvoir qui n'a jamais rien fait pour freiner la descente aux enfers du pays ne jouit d'aucune crédibilité pour engager l'avenir de la Nation. L'insécurité, dans cette forme invivable, aggravée, est une construction politique permettant aux dirigeants actuels de perdurer au pouvoir et de prévenir toute velléité de la population d'exprimer ses revendications.

Ce pouvoir en place ne pourra jamais se déprendre de ses accointances traditionnelles en vue de neutraliser les gangs de toute obédience, traquer leurs fournisseurs locaux et internationaux de tous bords, rassurer les acteurs politiques et conduire le pays vers des réformes préalables à des élections non contestées. Dans de telles conditions, comment ne pas douter des velléités de cette mission de combattre l'insécurité et de soulager la population, si elle accepte de collaborer avec ceux-là mêmes qui ont précipité le démantèlement des institutions étatiques, aggravé le chaos et provoqué la désespérance de la population », soulignaient-ils dans leur note de presse du 6 octobre 2023. Fermons cette parenthèse avec les déclarations du responsable du Bureau des Avocats Internationaux en Haïti (BAI), Me Mario Joseph. Celui-ci a toujours défendu la position de son organisme des droits de l'homme qui est une position nationaliste et souverainiste pensant qu'il revient à la Communauté nationale de défendre son territoire. «Nous avons eu plusieurs déploiements qui n'ont été bénéfiques qu'aux étrangers.

Pourquoi dépenser autant d'argent alors qu'il y a d'autres moyens pour rétablir la paix ? Nous avons les forces de l'ordre, pourquoi ne pas les former et les équiper afin qu'ils puissent remplir leur tâche valablement ?» se questionnait le dirigeant du BAI, Me Mario Joseph. Dans ce feuilleton kenyan en Haïti, chaque jour apporte son lot de surprises et d'imprévus. C'est ainsi que le 9 octobre 2023, on avait appris qu'à Nairobi, la capitale du Kenya, le Président William Ruto était confronté à une plainte déposée devant la Haute cour de justice kenyane par l'opposition conduite par l'avocat et ancien candidat à la présidence, Ekuru Aukot, lui reprochant d'avoir pris l'initiative de déployer des forces militaires à l'extérieur du pays sans l'autorisation du Parlement. Celui-ci estimait que le déploiement était inconstitutionnel vu qu'il n'était autorisé par aucun Traité liant les deux Etats ni aucune loi du pays.

Tandis qu'un autre leader de l'opposition, Raila Odinga, reprochait également au Président William Ruto le comportement de la police kenyane face aux opposants lors d'une manifestation anti-gouvernementale. Le Procureur de la Haute cour de justice, Enock Mwita, avait donné quelques jours, soit jusqu'au 24 octobre 2023, à la présidence kenyane et au ministère des Affaires Etrangères pour normaliser auprès du Parlement leur requête de conduire une Mission multinationale en Haïti et aussi pour statuer sur la requête de l'opposition. En revanche, afin de démontrer que plus rien n'arrêtera le déploiement de cette force multinationale, le 12 octobre 2023, c'est une Délégation des Nations-Unies qui était reçue à Port-au-Prince par le Premier ministre de la Transition Ariel Henry.

Conduite par le Sous-Secrétaire général de l'ONU, Miroslav Jenca, chargé de l'Europe, de l'Asie centrale et des Amériques au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, ce qui est peut-être un peu trop pour un seul homme, la Délégation s'était entretenue avec les autorités haïtiennes sur plusieurs points, particulièrement sur le déroulement de la Mission internationale qui n'est pourtant pas une Mission des Nations-Unies comme indiqué dans la Résolution 2699. C'est sur le compte **X** de la Primature qu'on avait appris que « Le chef du gouvernement et la Délégation onusienne ont évalué l'évolution de la situation dans le pays à la veille du déploiement de la Mission Multinationale de support à la sécurité. Ils ont également discuté des préparatifs du côté haïtien pour accueillir la force internationale ».

Avec ce feuilleton kenyan, débuté dans le paysage politique haïtien depuis des mois, on avait beaucoup entendu, et ce n'était pas fini, puisque le 31 octobre 2023, c'est l'Expert indépendant de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Haïti, William O'Neill, qui avait apporté quelques clarifications sur la lenteur, selon certains, du déploiement des policiers kenyans et soldats de la coalition en Haïti. En visite officielle dans le pays dans le cadre de sa mission, William O'Neill avait profité pour rencontrer la presse curieuse de connaître son avis sur la situation sécuritaire et surtout de savoir s'il avait des informations sur le déroulement de la Mission dont il est un inconditionnel depuis longtemps.

A l'hôtel Karibe où s'était déroulée la Conférence de presse, d'entrée de jeu, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Haïti de l'ONU avait annoncé que « Les Kényans sont en train de préparer leur mission. Je suis au courant de plusieurs rencontres de formation et d'information à Nairobi. Ils ont même fait venir des experts d'Haïti pour des briefings. Il faut attendre la décision de la Cour suprême du Kenya la semaine prochaine. Je sais qu'ici en Haïti il y a de l'impatience, mais les lignes bougent. Je suis confiant que la mission sera là dans très peu de temps. » Très bavard ce mardi 31 octobre 2023 dans une atmosphère glauque à Pétion-Ville, William O'Neill avait des informations et messages à faire passer à travers les médias haïtiens qui en redemandaient. A la question de savoir si les Kenyans ont une idée sur la manière dont ils seront accueillis par la population, O'Neill s'est livré comme s'il était en mission lui-même pour le compte du gouvernement kenyan. *« J'ai déjà eu trois réunions avec les émissaires du Kenya auprès des Nations-Unies à New York. Je peux vous dire que ce sont des gens très sérieux. Ils ont posé beaucoup de questions sur Haïti. Ils ont reconnu que c'est nouveau pour eux. Ils veulent apprendre. Ils m'ont demandé de leur envoyer des rapports, des analyses sur la situation d'Haïti. Ils sont conscients de ce qui s'était passé lors des précédentes missions. Ils ne veulent pas répéter les erreurs du passé. Ils sont pour une approche multidimensionnelle au problème, car ils ne peuvent pas tout faire* » a expliqué l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Haïti. Celui qui était à sa deuxième visite officielle à Port-au-Prince et qui venait de passer plus d'une dizaine de jours dans le pays est intarissable sur la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS) et sur le rôle des différents acteurs pendant et après cette énième Mission des Nations-Unies en Haïti.

William O'Neill prévient aussi que si les décideurs se contentent de privilégier uniquement la thématique sécuritaire, cette mission n'aura aucun effet positif pour les droits de l'homme en Haïti et pour l'homme haïtien en général. « Le déploiement imminent de cette mission dans des conditions strictes de respect et de protection des droits humains est nécessaire pour soulager les populations en proie à la souffrance. Il est néanmoins fondamental que cette mission anticipe et prenne la mesure des défis actuels pour réussir son objectif sur le long terme. Beaucoup de ces mesures doivent passer par un retour de la confiance de la population dans ses institutions. La mission va venir apporter un appui à la Police nationale d'Haïti afin que cette dernière établisse la sécurité.

La mission sera nécessaire mais pas suffisante. Il faut avoir une approche de l'État, des agences des Nations-Unies, des organisations non gouvernementales, de tous les acteurs. Ensuite, avec la sécurité, il faudra faire face au problème de pauvreté, aborder le problème de l'éducation, de l'eau potable, du chômage, les problèmes structurels. La mission peut faire son travail, mais il restera beaucoup à faire. Si on se limite à la sécurité, à la mission, dans deux ou trois ans on aura la même situation qu'aujourd'hui » avait déclaré le 31 octobre 2023, William O'Neill. Entre-temps, rien n'était fait de la part du gouvernement kenyan pour satisfaire l'opposition et la justice. De fait, à la date prévue, le Procureur de la Haute cour de justice a dû prolonger le délai au 9 novembre 2023 pour rendre son verdict définitif. Enock Mwita estimait que la « *Requête de l'opposition soulevait des questions importantes pour le pays et l'intérêt du public qui requièrent d'être examinées en urgence.* »

Les autorités haïtiennes, pour leur part, se disaient confiantes sur la décision des instances constitutionnelles kenyanes relatives à ce recours des oppositions du Kenya.



Première rangée : les membres du Conseil présidentiel de transition et l'inspecteur général adjoint de la Police kényane, Noor Gabow

« Nous attendons que les instances légales et constitutionnelles se prononcent. Nous sommes très confiants et n'avons aucun doute sur la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité. Il y aura entre-temps des missions d'exploration et de partage d'informations » laissait entendre dans la presse le ministre haïtien des Affaires Etrangères, Jean Victor Généus, le mercredi 8 novembre 2023.

Tout compte fait, le Chancelier avait raison finalement puisqu'après un débat passionné au Parlement kenyan le jeudi 16 novembre 2023, le gouvernement kenyan avait repris la main sur le dossier. D'après le journal *The Standard* du 16 novembre 2023, sitôt après que la Haute cour de justice ait reporté le verdict final au 26 janvier 2024, les parlementaires - Sénateurs et députés - ont voté majoritairement en faveur de l'envoi des troupes kenyanes en Haïti. En effet, selon un autre journal, *Africa News* qui avait rapporté les déclarations d'une responsable de l'Assemblée Nationale, *« le Parlement du Kenya a approuvé la demande du gouvernement kenyan de déployer une force de mille hommes et femmes en Haïti. »* D'après ce quotidien, c'est la Vice-Présidente de la Chambre des députés, Gladys Boo Shollei, qui confirmait que le camp du OUI l'avait remporté après un

suite à la page(15)

Canaan Armed Group Kills Two U.S. Missionaries and their Haitian Colleague near Bon Repos



Missionaries Davy and Natalie Lloyd and Judes Montis were killed "accidentally" by the very armed group which used to assure their security, due to a terrible misunderstanding.



The impoverished slum of Canaan, which sprang up as a squatters' city after the 2010 earthquake, is home to the armed group known as "Jeff."

by Kim Ives and Angela Porterfield Pierre-Louis

In what appears to have been a deadly misunderstanding, an armed group known by the name of its leader, "Jeff," killed North American missionaries David Lloyd III ("Davy"), 24, and his wife Natalie Baker Lloyd, 21, along with a Haitian administrator, Judes Montis, on the compound of Missions in Haiti, Inc. in the neighborhood of Lizon, near Bon Repos, on the northern outskirts of Port-au-Prince, on Thu., May 23.

The evangelical Protestant "Missions in Haiti" runs a boarding school – "House of Compassion" – for 36 children, 18 boys and 18 girls, according to the group's website. The NGO, based in Claremont, Oklahoma, was founded by Lloyd's parents, David and Alicia Lloyd, in 2000.

The young couple was killed in the elder Lloyd's house on the compound, where they had taken refuge. In a grisly video which went viral on Haitian social media groups, Davy's body was apparently mutilated. Montis' body was reportedly burned.

According to Munib Bastien, the owner of a neighboring orphanage, *Munib Foyer des Enfants*, a group of thieves from along Route 9 in Cité Soleil – informally known as the "Pier 6 gang," with no affiliation to the *Viv Ansanm* (Live Together) armed group alliance which drove former Prime Minister Ariel Henry from power on Feb. 29 – attacked the "Missions in Haiti" compound, stealing vehicles, computers, furniture, and other equipment.

"They took everything, so somebody inside called Jeff for help," Bastien explained, since Jeff used to provide security to the "Missions in Haiti" compound, he said, given the inefficacy of the Haitian National Police (PNH).

According to Kessy Aniston, an art student at the University of Haiti, who lives nearby, "Jeff used to fight and kill members [of the Pier 6 gang] for their greedy thieving."

Jeff's armed group is based in the sprawling, impoverished slums of Canaan and Jerusalem, which sprang up on the flood plains north of Port-au-Prince after Haiti's Jan. 12, 2010 earthquake. It is a part of the *Viv Ansanm* alliance.

So the Pier 6 gang "came in and tied my son up and began looting the place," explained Davy's father in an interview with NewsNation. ""The best I can figure is that [they were] just out for stuff... They know that the Kenyans are supposed to come in, and the gangs are supposed to be taken care of [i.e. disbanded], so they're in the mind set now that 'it's almost over for us, let's get all we can get and then go into hiding.'... I'm thinking – I can't say it's fact – that that might have been their reason. They knew we hadn't been looted and had been left alone. So they came in to help themselves."

"They took our trucks and loaded them up and took off. My son was calling me and... telling me what had happened. He had been hit in the head with the but of [a] gun and was injured. I was trying to see if he needed to go to the hospital. And then he said, 'Dad, something else is going down. They're back... I gotta understand what's going on, so I gotta go.' And he hung up."

At this point, the fatal confusion occurred.

Inside the compound, Davy apparently thought that the approaching armed men were the Pier 6 gang returning, when, in fact, they were the reinforcement troops whom Jeff had sent to drive the thieves away.

At that point, Davy (or somebody in the compound) began shooting and killed one of Jeff's soldiers.

Davy "took his gun and fired on them, and they shot back," explained Bastien. "So it was confusing."

Jeff's troops "thought they had been lured into a trap" by the Pier 6 gang, explained Aniston. Further enraged by their comrade's death, Jeff's soldiers "went into full attack mode," according to the elder Lloyd's account on the "Missions in Haiti" Facebook page, shooting out the windows of the house in a withering barrage of bullets.

Meanwhile, David Lloyd senior, who had left Haiti just the day before, was trying to negotiate with Jeff to call off the attack. "I was trying to buy [their passage] to leave. I said I'll get your money in there... tomorrow. Just leave, stand down. We thought that was a process that was working. I was told that the shooting... had been ordered to be stopped... But later I found out that the shooting continued. So they either were not listening to Jeff, or Jeff never made the call for them to stand down."

"That's how... [the three missionaries] died accidentally," Bastien concluded.

The mutilation of Davy and the burning of Montis may have resulted from the anger Jeff's soldiers harbored after the death in their ranks and the long fire-fight, presumably with Davy and Montis, holed up in the Lloyd's home.

"We had great respect from [Jeff's] gang and were told that we didn't have to worry about stuff," the elder Lloyd ruefully told NewsNation.

Davy had grown up in Haiti and had been kidnapped in 2005 at the age of five by kidnappers disguised as police officers.



Davy Lloyd, then age 14, and Judes Montis with doves in Haiti in a 2014 photograph.

Grist for Intervention

The tragic killing has rocketed Haiti back into the headlines of mainstream media, fueling the calls for foreign military intervention.

"The administration of United States President Joe Biden has called for the rapid deployment of a Kenyan-led security force to Haiti following the killing of three missionaries working with a U.S. group in the violence-hit Caribbean country," reported Al Jazeera on May 24.

Natalie was the daughter of Republican Missouri State Senator Ben Baker, who tweeted about receiving a call with condolences from Donald Trump.

Congressional Republicans have been blocking release of $300 million which the Biden administration wants to pay for the Multinational Security Support (MSS) mission, which Kenyan troops putatively lead.

On May 23, President Biden held a much ballyhooed state dinner for Kenyan President William Ruto at the White House. The ceremony was supposed to be timed with an initial deployment of 200 Kenyan police into Haiti, but instead Ruto announced that the cops would not be sent to Haiti for another three weeks. Apparently, the base which U.S. contractors are building to house them is only 70% complete, and funding is still held up.

Meanwhile, in Washington on May 23, some Haitian expatriates organized a picket line to denounce the U.S.-organized troop deployment.

"Kenya's government pledged 1,000 officers to lead an international security force last July, but the initiative has been tied up in court challenges and Kenya has asked to be paid up-front," Reuters reported two month ago.

"Given the long history of U.S. involvement in Haiti with few successful results, the administration owes Congress a lot more details in a more timely manner before it gets more funding," Republican congressional leaders said in a joint statement in March.

QUELLES SONT LES CARACTÉRIS



Le peuple chinois et l'ancien dirigeant communiste Mao Zedong

Par Rémy Herrera

Selon le gouvernement chinois, certaines caractéristiques empruntées au capitalisme peuvent être utilisées « avant de traverser le pont » dans la transition socialiste vers le communisme.

Aux yeux de l'Occident, le « marxisme en Chine » et le « socialisme aux caractéristiques chinoises » ne sont rien d'autre que le discours de la propagande officielle chinoise, et ils ont essayé de qualifier la Chine de « capitalisme d'État ». Il s'agit là d'une incompréhension totale de la Chine par l'Occident, non seulement parce que la Chine, avec ces concepts, a accompli de grandes réalisations, mais aussi parce qu'elle respecte la culture, les intérêts et les préoccupations des autres pays et qu'elle a apporté d'importantes contributions au maintien de la paix dans le monde. Son extraordinaire développement économique et social est le plus rapide et le plus impressionnant de l'histoire de l'humanité au cours des dernières décennies. Ce développement stable et à long terme est le résultat du leadership du parti communiste chinois et de son choix d'une voie de développement qui lui convient.

Il convient ici de parler du « miracle chinois », qui a fait couler beaucoup d'encre. Au cours des dernières décennies, le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a connu une croissance rapide et de nombreuses personnes utilisent le mot « miracle » pour décrire ce phénomène. Il ne s'agit pas d'un miracle inattendu, mais du résultat d'une planification minutieuse, d'une mise en œuvre patiente et efficace des stratégies de développement par l'ensemble du pays et les gouvernements successifs dirigés par le parti communiste chinois.

Dans le monde universitaire et dans les grands médias, nous pouvons voir ou entendre presque partout l'opinion selon laquelle l'essor économique de la Chine est entièrement dû à sa politique d'ouverture à la mondialisation. Il s'agit d'une demi-vérité, car il faut garder à l'esprit que les efforts et les réalisations de l'ère Mao Zedong ont rendu possible la croissance économique rapide d'aujourd'hui et que, dans le même temps, la politique d'ouverture de la Chine a toujours fait l'objet d'une gestion gouvernementale stricte ; ce n'est que dans ces conditions que la politique d'ouverture de la Chine et son corollaire, la remarquable réussite économique, ont été possibles.

À long terme, la raison pour laquelle cette politique d'ouverture de la mondialisation peut avoir un impact aussi positif sur la Chine est qu'elle s'inscrit pleinement dans une stratégie de développement cohérente et qu'elle est subordonnée à la nécessité de répondre aux objectifs et aux besoins de développement nationaux.

Il faut bien comprendre que si le parti communiste chinois n'avait pas formulé une telle stratégie de développement, si le peuple chinois n'avait pas fait tout son possible pour mettre en œuvre cette stratégie de développement et si le PCC n'avait pas intégré la Chine dans le système capitaliste mondial, l'économie chinoise et même la Chine elle-même n'auraient pas pu échapper à un destin de destruction totale, comme cela a été le cas pour de nombreux pays du Sud et de l'Est de la planète. Un point fondamental doit être rappelé : pendant plus d'un siècle avant la victoire de la révolution chinoise en octobre 1949, pour le peuple chinois, « l'ouverture » a toujours évoqué des images de capitulation, de destruction, d'exploitation, d'humiliation, de décadence et de chaos.

La stratégie de développement mise en œuvre par le gouvernement chinois a été couronnée de succès et a eu de nombreux effets positifs sur la population. Cela contraste fortement avec l'échec des politiques économiques néolibérales, qui ont un impact profond sur l'économie, la société et la vie. Même les aspects moraux et autres ont eu un impact désastreux sur les travailleurs des pays occidentaux.

Un exemple concret peut être donné. L'avantage des entreprises d'État chinoises est qu'elles sont gérées différemment des sociétés internationales occidentales, qui sont cotées en bourse et fonctionnent selon la logique de la valeur actionnariale, de l'appréciation des actions et du retour rapide sur investissement, ce qui les oblige à évincer une multitude de sous-traitants nationaux et étrangers et à verser un maximum de dividendes aux actionnaires.

Mais les entreprises d'État chinoises ne font pas cela. Si elles le font, elles nuiront aux intérêts des petites et moyennes entreprises locales et porteront même atteinte à la structure industrielle de l'ensemble du pays. L'objectif de la plupart des grandes entreprises d'État chinoises n'est pas d'enrichir les actionnaires privés, mais de donner la priorité à l'investissement productif et au service à la clientèle.

En fin de compte, les entreprises d'État chinoises ne se soucient pas du fait que leurs bénéfices soient inférieurs à ceux de leurs concurrents occidentaux, tant qu'elles servent des intérêts stratégiques nationaux ou supérieurs à plus long terme, tels que la stimulation du développement économique local, plutôt que la simple réalisation de bénéfices immédiats.

La Chine ne considère pas sa stratégie de développement comme un « modèle » et ne cherche pas à exporter ou à imposer sa propre stratégie de développement. Elle estime simplement que les différentes nations du monde ont des expériences et des leçons qui valent la peine d'être apprises, mais qu'elles ont aussi leurs propres conditions sociales, historiques et culturelles et qu'elles doivent décider elles-mêmes de leurs objectifs et de leurs méthodes de développement. Cette vision est très différente de celle de l'Occident, qui veut que tous les pays du monde suivent son modèle de développement.

Cela signifie que le marxisme n'a pas encore été scientifiquement vaincu. Je ne pense pas que le marxisme ait de véritables rivaux aujourd'hui. Nous vivons dans un monde dans lequel le système capitaliste domine toujours, et bien que cette situation ait connu des changements significatifs qui méritent d'être expliqués, il est indéniable que le marxisme est toujours d'actualité.

Malgré les nombreuses attaques dont il a fait l'objet depuis sa création, malgré les affirmations répétées selon lesquelles il est obsolète, le marxisme est durable, résistant ou, pourrait-on dire, « indestructible ». Lorsque les gens réfléchissent à la manière de créer un monde meilleur, ils utilisent toujours le marxisme comme principal point de référence théorique. Bien que le marxisme ait souvent été dogmatisé, et malgré l'effondrement désastreux de l'Union soviétique, le marxisme conserve aujourd'hui son essence. Il reste une référence irremplaçable pour ceux qui luttent pour le socialisme. Il n'est donc pas surprenant qu'il reste une référence théorique importante en Chine.

Combinaison du confucianisme, du taoïsme et du marxisme

Ce que je veux dire, c'est que la stratégie de développement de la Chine s'inspire de la pensée traditionnelle chinoise et combine les courants philosophiques traditionnels chinois tels que le confucianisme et le taoïsme avec le marxisme pour en faire un marxisme chinois contemporain. Nous devons comprendre que cette théorie est étroitement liée à une analyse empirique pratique. Tout cela permet à la Chine d'avoir des visions uniques et des solutions appropriées pour faire face aux défis actuels et aux nombreuses contradictions qui en découlent.

Le socialisme chinois du nouvel âge est patient, persistant, concret, pragmatique et efficace. En même temps, il n'est pas dualiste, c'est-à-dire qu'il évalue les situations et les choses selon des principes absolus de bien et de mal, sans nuances ni états intermédiaires ; il est basé sur le long terme et n'a pas peur des contradictions et des oppositions (telles que celles liées à l'initiative individuelle ou à l'esprit d'entreprise) qui sont considérées comme complémentaires et potentielles plutôt que comme des exclusions et des substitutions. L'une des leçons que nous pouvons tirer de la sinisation du marxisme est la recherche de l'harmonie entre les contraires. Le discours politique chinois met l'accent sur « l'harmonie sociale » et la « stabilité » en tant que valeurs fondamentales, et recherche le « compromis » et le « consensus » comme moyens de les atteindre.

De nombreux concepts du marxisme chinois sont différents du concept de « lutte des classes » du marxisme occidental, qui est souvent considéré avec suspicion comme une caractéristique des régimes conservateurs. Ignorer ces concepts, c'est oublier leur signification particulière dans la pensée chinoise, à savoir « l'unité des contraires » et la « dialectique positive ». Ces concepts impliquent qu'il existe un équilibre dynamique entre l'intérêt individuel et les besoins sociaux, entre les intérêts personnels et les intérêts collectifs, et entre les besoins et les exigences morales.

En résumé, on peut dire que depuis l'époque de Mao Zedong, les Chinois croient en une forme de progrès basée sur un développement en spirale qui tend à aplanir et à atténuer les contradictions. Dans ce contexte, le socialisme n'est plus un plan parfait, mais un processus de construction continue.

C'était déjà le cas presque dès le début de la révolution chinoise d'octobre 1949. La Chine a immédiatement introduit le modèle économique de type soviétique et l'a maintenu pendant plusieurs années. Cependant, elle a abandonné ce modèle dans les années 1960. Après avoir rejoint le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAME ou COMECON) en 1950, la Chine s'en est retirée en 1961 et a décidé de formuler de manière indépendante sa propre stratégie de développement. Elle y est parvenue plus efficacement que l'Union soviétique ou les pays d'Europe centrale et orientale.

De 1978 à 1982, la Chine a été confrontée à une série de problèmes économiques reflétant la transition post-Mao et les difficultés à mettre en œuvre les réformes structurelles de la « réforme et de l'ouverture ». En particulier au cours de la période 1985-1986, la Chine a introduit une réforme fiscale en 1984, qui a constitué l'un des tournants vers l'économie de marché.

Ensuite, lors de l'effondrement de l'Union soviétique, la Chine a mené une très brève expérience avec le néolibéralisme, mais l'a rapidement abandonnée. Le résultat de cette expérience a été une crise économique soudaine et grave, accompagnée d'une explosion de la corruption. Depuis lors, le gouvernement central chinois a vigoureusement combattu la corruption et a obtenu certains résultats. Heureusement, la Chine a rejeté l'option néolibérale et s'est accrochée au socialisme, qui apporte aujourd'hui la prospérité à la grande majorité du peuple chinois.

Les préjugés des marxistes occidentaux

Dans le débat entre écrivains marxistes occidentaux, la grande majorité des auteurs pensent que la Chine est une économie capitaliste. Par exemple, David Harvey a déclaré qu'il pensait que l'économie chinoise était un « néolibéralisme avec des caractéristiques chinoises ». Depuis la réforme et l'ouverture en 1978, le système économique de marché de la Chine comprend de plus en plus d'éléments néolibéraux et fonctionne dans un cadre de contrôle centralisé. Je l'ai considéré comme très autoritaire. Mais je ne suis pas d'accord avec lui.

D'autres analysent les conséquences de l'intégration de la Chine dans le système économique mondial en soutenant que ce n'est pas tant une opportunité pour la Chine de réorienter le capitalisme mondial, mais plutôt que la Chine joue simplement un rôle « supplémentaire » comme le Japon l'a fait par le passé, en fournissant aux États-Unis les flux de capitaux nécessaires pour maintenir leur hégémonie mondiale. Ceci, à son tour, conduira à la tendance de la Chine à ouvrir les marchés financiers et à éliminer les outils de contrôle des flux de capitaux, ce qui, en fin de compte, affaiblira la base de pouvoir du parti communiste chinois. Ils se trompent.

D'autres, chinois et étrangers (moins nombreux mais tout aussi importants), affirment que le système politique et économique actuel de la Chine est équivalent ou proche du « capitalisme d'État » et qu'il laisse un héritage aux possibilités plus vastes pour l'avenir.

En ce qui me concerne, je pense que le système chinois actuel contient encore les éléments de base du socialisme. L'explication de la nature de ce système est compatible avec le socialisme de marché, qui repose toujours sur une distinction claire avec le capitalisme. Bien que la Chine compte de nombreux milliardaires, il est impossible de décrire le système chinois comme un système capitaliste. Il faut l'appeler socialisme de marché ou socialisme avec marché. Lorsque les Chinois parlent de socialisme avec des caractéristiques chinoises, nous devons les prendre au sérieux. Ce n'est pas de la propagande, c'est la réalité, leur réalité.

Il convient de noter qu'au niveau monétaire et financier, le gouvernement chinois est non seulement capable de répondre aux forces des marchés financiers, mais aussi de construire une « grande muraille monétaire » pour défendre sa propre monnaie. Ils ont mis l'argent au service du développement. Une planification stratégique solide est une caractéristique distinctive de la voie socialiste. Sa technologie de planification stratégique est plus souple, plus moderne, plus adaptable aux besoins actuels et donc plus efficace. Le contrôle par l'État de la monnaie et de toutes les grandes banques est une condition sine qua non, tout comme la surveillance étroite des activités des institutions financières et de la conduite des entreprises étrangères dans le pays. En Chine, c'est l'État qui contrôle le capitalisme, et non l'inverse. Du moins jusqu'à présent.

L'héritage de Deng Xiaoping

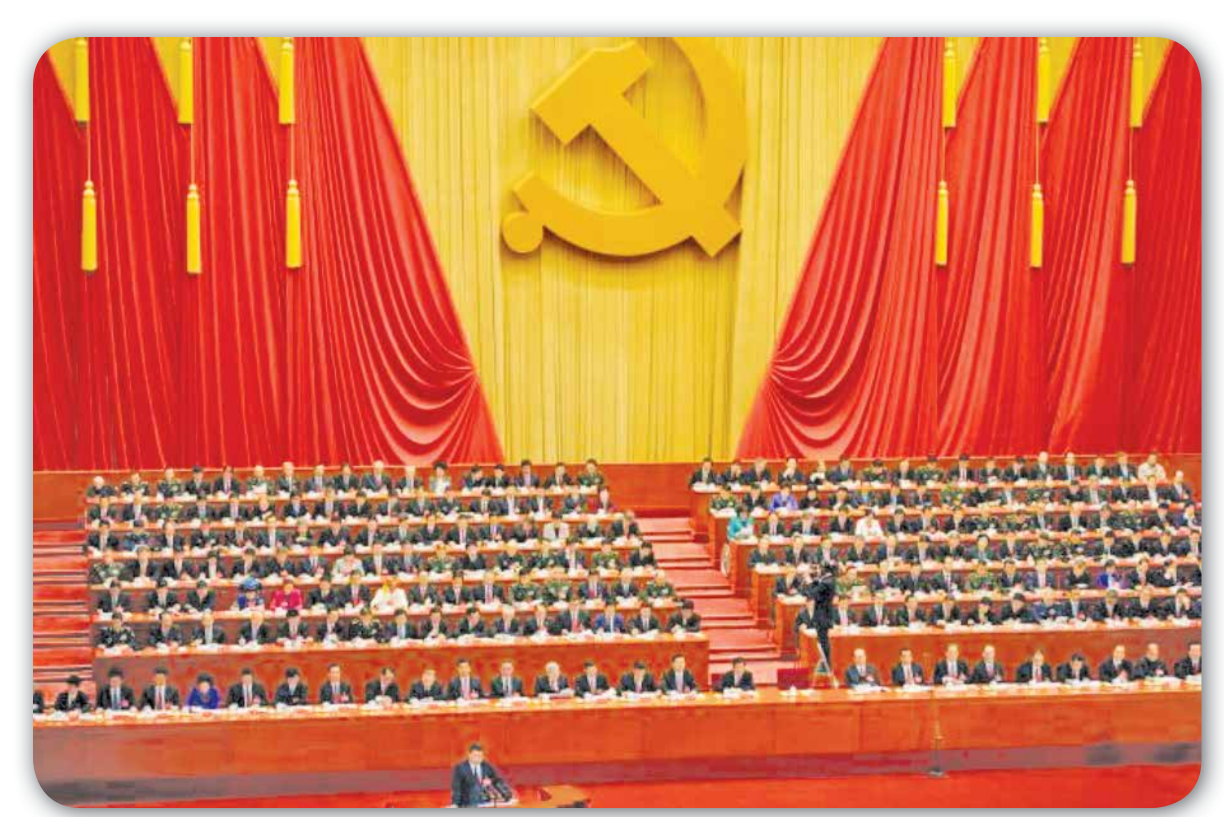
En août 1977, le 11e congrès national du PCC se tient ; fin 1978, les réformes économiques sont avancées et Deng Xiaoping arrive au pouvoir. L'idée n'était pas d'abandonner le socialisme, mais de trouver des moyens de sortir la grande majorité du peuple chinois de la pauvreté et de permettre au pays d'atteindre une « société modérément prospère ». Depuis l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping, la stratégie de développement socialiste a été mise en œuvre et l'orientation politique générale du pays s'est davantage tournée vers les classes les moins riches et les régions sous-développées.

La difficulté de comprendre le « socialisme chinois » provient du refus de ses dirigeants de l'interpréter comme une « pauvreté généralisée » ou une « pauvreté commune ». Ce que les dirigeants du Parti communiste chinois ont tenté et réussi à faire, c'est de sortir le peuple chinois de la pauvreté à l'époque de Mao Zedong et d'amener la Chine au niveau d'une « société modérément prospère » à l'époque de Deng Xiaoping. Depuis, dans la continuité de la logique de la révolution, leur volonté est de permettre à la grande majorité de la population de vivre une vie prospère, d'acheter des biens de consommation variés. Ne fait-on pas ainsi d'une pierre deux coups, en démontrant que le socialisme peut et doit vaincre le capitalisme ?

On entend souvent dire que la croissance rapide du produit intérieur brut (PIB) de l'économie chinoise est due à la mise en œuvre du capitalisme en Chine depuis 1978. Cette affirmation est erronée. Bien au contraire. La raison pour laquelle l'économie chinoise croît rapidement est que, sous la direction du PCC, le gouvernement chinois a réussi à empêcher le capitalisme de contrôler le pays et a procédé à une redistribution à grande échelle des richesses dans l'ensemble de la société.

Ceux qui prétendent que le système chinois est capitaliste (ce que je ne crois pas) et que la croissance rapide de la Chine n'a commencé qu'en 1978 se trompent. En effet, à l'époque de Mao Zedong, la croissance économique de la Chine était déjà très, très élevée, bien plus élevée que celle d'autres pays ayant mis en œuvre des économies planifiées, et même plus élevée que

STIQUES DU SOCIALISME CHINOIS



Ce que les dirigeants du Parti communiste chinois ont tenté et réussi à faire, c'est de sortir le peuple chinois de la pauvreté et d'amener la Chine au niveau d'une « société modérément prospère »

celle de nombreux pays industrialisés occidentaux. Les dirigeants occidentaux veulent cacher ce fait parce qu'ils ne peuvent pas admettre que les pays socialistes peuvent réussir, et surtout mieux que les pays capitalistes.

Je dois dire que l'objectif du PCC n'est pas de tout contrôler économiquement, mais d'avoir un contrôle politique global ; les deux ne sont pas la même chose. Les dirigeants chinois ont déclaré à maintes reprises qu'encourager la coexistence d'activités publiques et privées dans le cadre d'un système mixte est le seul moyen de développer la productivité nationale et d'améliorer autant que possible le niveau de développement. L'utilisation de tous les moyens, y compris l'attraction des investissements étrangers et l'introduction de technologies avancées, ne vise pas à abandonner le socialisme, mais à améliorer les conditions de vie de la population et à approfondir continuellement le processus de transition du socialisme au communisme.

La Chine est encore un pays en développement et son produit intérieur brut (PIB) par habitant reste faible. Ce processus sera long, difficile et plein de contradictions et de risques. Toutefois, il convient de souligner que ce système présente encore de nombreuses caractéristiques qui diffèrent clairement du capitalisme, et ces caractéristiques aident à réaliser le potentiel du socialisme et l'idéal du socialisme. C'est pourquoi je recommande de prendre au sérieux les discours des dirigeants politiques du pays.

Construire un monde multipolaire

La Chine n'a pas l'intention de remplacer les États-Unis en tant que puissance hégémonique mondiale. Elle n'en a ni l'idée ni la volonté. En revanche, il est clair que la Chine encourage la construction d'un monde multipolaire au lieu de continuer à maintenir un monde unipolaire dominé par les États-Unis. Les dirigeants chinois recherchent la paix universelle et l'équilibre dans les relations internationales, mais il est clair qu'ils défendront la souveraineté de la Chine et ne succomberont pas à la domination étrangère.

En ce qui concerne la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, il convient de noter que depuis 1978, à condition que le volume des échanges entre les deux pays soit égal, la Chine a consacré plus de temps de travail au commerce sino-américain que les États-Unis. L'échange de valeurs entre les deux pays a été inégal : il a davantage profité aux États-Unis, bien que l'excédent commercial bilatéral de la Chine n'ait cessé de croître au cours de la dernière décennie. Lorsque l'avantage des États-Unis a commencé à diminuer, en 2018, c'est à ce moment-là que l'administration Trump a déclenché la guerre commerciale.

C'est là que la Chine a réalisé que les deux piliers de la domination américaine sur le système capitaliste mondial sont l'armée et la monnaie. C'est pourquoi la Chine a établi des alliances stratégiques telles que l'Organisation de coopération de Shanghai et a participé activement à des alliances économiques telles que les BRICS. Les deux piliers, militaire et monétaire, sont interdépendants et fragiles. C'est pour cette raison que la Chine a lancé une série d'initiatives audacieuses et novatrices.

Par exemple, la Chine remet en question l'ordre existant sur le marché du pétrole. La Chine est le plus grand importateur de pétrole au monde. Depuis 2018, la Chine a décidé de promouvoir les contrats à terme sur le pétrole libellés en RMB sur le Shanghai International Energy Trading Centre et d'autoriser les investisseurs étrangers à y entrer. Cette décision vise à concurrencer le Brent de Londres et le West Texas Intermediate de New York. Ces deux marchés ont précédemment établi la norme pour les prix du pétrole brut et les contrats à terme sur les matières premières à Wall Street et n'ont jamais été confrontés à une concurrence

suite à la page(15)

Mali, Burkina, Niger et Sénégal des expériences souverainistes complémentaires



De gauche à droite : Ibrahim Traore (Burkina Faso), Assimi Goïta (Mali) et AbdourahamaneTchiani (Niger)

Par Diagne Fodé Roland

Les chantres du néocolonialisme françafricain, eurafricain et usafricain s'évertuent à opposer le souverainisme sénégalais issu des urnes et celui issu du parachèvement militaire des luttes des peuples du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Leur doxa doctrinaire dans le sillage de leurs maîtres impérialistes est l'apologie décontextualisée de la « démocratie des urnes » tout comme la « démocratie multipartite » est érigée comme l'unique critère opposable aux démocraties populaires socialistes cubaine, vietnamienne, chinoise et coréenne. Leur credo permanent est « régime démocratique » versus « régime autoritaire » même si le monde entier voit de plus en plus la supercherie du double standard permanent et que la chimère opposant systématiquement « les institutions fortes et les hommes forts » laisse voir la réalité scandaleuse des Etats hors la loi dans les pays impérialistes, les pays dépendants et les néocolonies.

En effet l'histoire montre que la « démocratie » capitaliste engendre en temps de crise le fascisme, c'est-à-dire que la forme démocratique cède la place en temps de crise à la forme terroriste de la dictature de classe du capital.

Forme démocratique ou fasciste sont les moyens institutionnels (la superstructure) pour préserver coûte que coûte la propriété privée des moyens de productions et d'échanges sous le capitalisme en particulier à son stade suprême l'impérialisme dont la caractéristique tendancielle selon Lénine est « la réaction sur toute la ligne ».

Aux USA, dans les pays de l'UE, on assiste à la manifestation de cette tendance réactionnaire avec la fascisation des pouvoirs libéraux, sociaux libéraux, écologistes faisant le lit électoral des partis fascistes qui y redressent partout la tête. La fascisation se manifeste par l'islamophobie, la négrophobie, la romophobie, les nombreux assassinats racistes policiers, les interdictions arbitraires des manifestations de solidarité avec la Palestine, la criminalisation de l'anti-sionisme, les atteintes liberticides au droit de grève, la soumission de plus en plus flagrante des pouvoirs législatif et judiciaire au pouvoir exécutif, l'économie de guerre et les guerres, etc.

Le néocolonialisme, qui n'est qu'un capitalisme sous développé dépendant, ne fait que répercuter ces caractéristiques anti-démocratiques inhérentes à la dictature de classe de la bourgeoisie sous la forme multipartite ou militariste comme l'Afrique l'a connu avec les coups d'états françafricains post-1960. Les seules exceptions dans cette période furent les coups d'État souverainistes de Thomas Sankara et jusqu'à un certain point de Jerry Rawlings.

Mali, Burkina, Niger renouent avec le souverainisme Sankariste

Sankara disait fort justement qu'un « militaire sans conscience politique est un criminel en puissance ». Est-on au Mali, Burkina, Niger en présence d'un retour au retour des putschs des Eyadéma assassin de Olympio, Mobutu assassin de Lumumba, Moussa Traoré assassin de Modibo, etc ? Ou avons-nous plutôt affaire au retour des coups d'états souverainistes types Sankara ou Rawlings ?

Pour éviter le piège doctrinaire libéral bourgeois néocolonial opposant systématiquement et par principe coups d'états et urnes, il est indispensable de prendre en compte les facteurs suivants : - le rapport réel des forces atteint par les luttes populaires contre les pouvoirs néocoloniaux, le contexte et les objectifs pour lesquels la fraction du peuple dans l'armée est intervenue.

Au Mali, Burkina, Niger, les peuples se sont insurgés contre la « démocratie multipartite » des corrupteurs et des corrompus engendrée par le prétendu « vent de la démocratie » vendu par l'impérialisme françafricain, eurafricain et usafricain dans les années 90 contre les putschistes militaristes qu'ils avaient soutenu dans la période précédente pour renverser les pouvoirs souverainistes (Olympio, Modibo, Lumumba, etc) qui avaient été portés au pouvoir lors de la première phase de la lutte indépendantiste en Afrique.

La « démocratie multipartite » et « l'individualisme technocratique » devenaient ainsi les deux mamelles principales de l'intégration des gouvernances libérales néocoloniales dans la mondialisation libérale pilotée par le Fond Monétaire Internationale, la Banque Mondiale et l'OMC.

Le « there is no alternativ » au libéralisme était la pensée unique sous le vernis de la « démocratie multipartite » devenue des « démocratures » qui affament le peuple et enrichissement en milliards de francs cfa des bureaucraties d'États néocoloniales.

Le chemin le plus court pour devenir milliardaire est d'être ministre ou PDG des multiples agences parapubliques pendant que les secteurs stratégiques (eau, électricité, télécoms, ports, chemins de fer, aviation, le foncier, les mines, etc) étaient bradés aux privés surtout impérialistes par suite de la dévaluation du franc cfa.

Ces politiques libérales livraient les économies nationales aux privés étrangers au nom de la « croissance du PIB » tout en interdisant les recrutements dans la fonction publique finirent par conduire aux tragédies de l'émigration piroguière meurtrière et aux sans papiers traqués et surexploités par l'économie souterraine des pays de l'UE, des USA, du Canada, etc.

Vient se surajouter l'insécurité permanente provoquée par le djihado-terrorisme dans le Sahel à partir de la destruction criminelle de la Libye. Cette infestation du Mali, du Burkina, du Niger est consécutive de la stratégie US/UE/Otanienne des « guerres de religions, des cultures, des civilisations » n'ayant d'autres objectifs réels que la mainmise des firmes capitalistes impérialistes sur les richesses du sol et du sous sol africain.

« Démocratures » et insécurité djihado-terroriste ont été le terreau des révoltes populaires au Mali, Burkina, Niger et de la découverte puis la prise de conscience dans ces peuples et la fraction nationaliste des armées de ces pays de la duplicité des impérialistes faisant semblant de soutenir les États néocoloniaux tout en étant complices des terroristes séparatistes comme l'a révélé au grand jour le refus par l'armée française que l'armée malienne entre dans Kidal.

Les luttes populaires ont renversé au Burkina l'assassin de Sankara, ci-devant dictateur de la « démocratie multipartite ». Ce fut le cas au Mali d' ATT, puis IBK et au Niger de Bazoum. Tous ces « présidents élus démocratiquement » par la fraude ont été chassés du pouvoir de la « démocrature » après avoir réprimé de façon sanglante la résistance populaire. Les militaires de terrain qui ont défendu au quotidien l'intégrité territoriale, l'unité nationale contre l'insécurité endémique du terrorisme et la duplicité des impérialistes ont décidé de parachever la volonté populaire en renversant les apatrides.

Ces régimes militaires de transition se sont fixés comme tâche principale de rétablir l'intégrité et l'unité territoriale et nationale contre les menées spoliatrices des impérialistes et contre la servilité de l'UEMOA/CEDEAO. Ce faisant, ils ont été amenés à forger leur union panafricaine sur le plan militaire, puis œuvrent maintenant à le prolonger sur les plans politique et économique tout en développant une coopération souveraine avec les BRICS+ contre l'hégémonisme prédateur séculaire de l'impérialisme françafricain, eurafricain, usafricain.

Après deux alternances libérales, le Sénégal s'oriente vers l'alternative souverainiste

Par deux fois l'espérance de changement au Sénégal a été déçue, de surcroît avec, comme au Mali et au Burkina, des trahisons de la gauche révolutionnaire communiste qui a jeté le bébé souverainiste avec l'eau du bain de la participation à des pouvoirs sociaux libéraux (PS) et libéraux (PDS, APR/BBY). Les renégats de la gauche communiste considérant que « le mouvement est tout, le but n'est rien » ont tout simplement jeté aux orties l'enseignement suivant de Engels : *« Après la victoire commune, on pourrait nous offrir quelques sièges au nouveau gouvernement - mais toujours en minorité. Cela est le plus grand danger. Après février 1848, les démocrates socialistes français (...) ont commis la faute d'accepter des sièges pareils. Minorité au gouvernement des républicains purs, ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs, qui prétendaient l'y représenter »* (La révolution italienne à venir et le Parti Socialiste – P.486). C'est là que réside la source de cette scandaleuse absence du mouvement syndical dans la lutte qui a débouché au Sénégal sur la victoire électorale du camp souverainiste.

La nature ayant horreur du vide, la jeunesse souverainiste désillusionnée par l'immensité de la mal-gouvernance et ayant marre de risquer sa vie dans l'émigration piroguière meurtrière a rempli le vide politique contre la « démocratie multipartite » des corrupteurs et des corrompus comme au Mali, Burkina, Niger et bientôt dans les autres pays d'Afrique.

Ayant gagné l'hégémonie culturelle du souverainisme dans la jeunesse, puis dans le peuple, l'offre politique patriotique avec un parti-front rassemblant les courants souverainistes libéral, conservateur et révolutionnaire dans Pastef/Les Patriotes et doté des leaders charismatiques comme Sonko, Diomaye, Guy Marius, etc est devenue majoritaire dans le pays.

Le camp souverainiste est entré en résistance contre les complots, embastillements, tortures, assassinats de l'État hors la loi de Macky/APR/BBY rejoints un moment par le PDS et d'autres concurrents transfuges avant que le peuple ne le fasse triompher dans les urnes.

La différence entre la victoire du souverainisme au Mali, Burkina, Niger et le Sénégal réside dans les formes d'accès au pouvoir déterminées par les trajectoires historiques distinctes. Dans les trois premiers pays, les coups d'État françafricains ont favorisé une tradition d'intervention des militaires dans les conflits politiques qui ont ouvert la voie à des contre-exemples souverainistes types Sankara et/ou Rawlings. Au Sénégal, le seul coup d'État fut civil, celui de LS Senghor contre Mamadou Dia en 1962 sans intervention directe de l'armée. Dans tous nos pays, les alternances néocoloniales ont montré que changer les hommes au pouvoir soumis aux diktats libéraux du FMI, de la Banque Mondiale, ce n'est ni changer de politique, donc la vie des populations, ni retrouver notre indépendance nationale.



De gauche à droite : le président Bassirou Diomaye Faye et le Premier ministre Ousmane Sonko

Le nécessaire panafricanisme des transitions militaires et élections souverainistes

Les trajectoires et formes différentes ne doivent pas nous cacher le lien dialectique entre « mouvement et but » dans la quête du souverainisme dans cette seconde phase de libération nationale et panafricaine. Les expériences en cours fraient des chemins reflétant tout simplement des histoires nationales spécifiques à chacun des pays. Il n'y a pas et ne peut y avoir de modèle unique par lequel chaque pays doit passer. Les formes nationales dans lesquelles s'expriment les lois des processus de transformations révolutionnaires sont incontournables conformément aux lois du matérialisme dialectique. Pour comprendre cela il faut comme l'enseignement le matérialisme dialectique séparé « l'apparent de l'essence » selon la juste expression de Lénine. L'apparent ici réside dans les formes nationales propres, l'essence est dans l'option souverainiste de chaque expérience en cours manifestant la tendance historique actuelle de la lutte du monde du travail et des peuples contre la « mondialisation » libéral du capitalisme impérialiste.

Les expériences de l'AES et du Sénégal vont devoir converger en fonction de l'avancée de la consolidation du souverainisme dans chacun des pays. En effet, dans chacun d'eux, le nouveau pouvoir souverainiste de transition militaire ou élu a hérité d'un État néocolonial qui perdure depuis des décennies. L'assainissement progressif de l'appareil d'État néocolonial, la lutte contre la bourgeoisie bureaucratique compradore et la force des habitudes serviles pro-impérialistes, la pénétration peu à peu de l'esprit du « don de soi » souverainiste et l'exemplarité, l'éthique, la morale dans la gouvernance des responsables seront des facteurs importants pour la consolidation du souverainisme d'État.

Au Mali, Burkina, Niger, la transition militaire peut et doit relever le défi d'associer les vraies forces vives politiques, syndicales, associatives et populaires souverainistes du pays dans le cadre des politiques d'union nationale démocratique des nationalités composant le peuple tout en poursuivant la lutte armée sans concession contre l'insécurité djihado-terroriste et les manigances des impérialistes. Le nécessaire passage de la transition militaire à l'élection civile doit assurer la poursuite et la transmission de l'expérience souverainiste en cours. Une recomposition politique est à l'horizon portée par la jeunesse, y compris au sein de la fraction de la gauche qui n'a pas trahi son engagement révolutionnaire.

Au Sénégal, la consolidation du souverainisme passe par le congrès du parti-front Pastef/Les Patriotes avant et pour préparer les législatives pendant que se poursuivent les audits de la gestion calamiteuse voleuse du pouvoir néocolonial déchu. Le Congrès de Pastef/Les Patriotes doit à la fois concrétiser du sommet à la base les fusions annoncées, dépasser la nature provisoire des organes, structures, responsables du parti pour le mettre en rang de bataille pour gagner les législatives puis les locales. Le parti doit être la cheville ouvrière de la poursuite de la mobilisation du peuple pour préparer l'inévitable bras de fer avec les impérialistes au moment de la concrétisation du souverainisme économique.

Pastef/Les Patriotes et les Organisations de la Société Civile (OSC) souverainistes doivent continuer leur travail de liaison avec les masses populaires pour contrer la propagande néocoloniale et impérialiste qui fera tout pour faire échouer l'expérience en cours.

Il n'y a donc aucune raison sérieuse d'opposer les expériences souverainistes nationales en cours et celles à venir qui épouseront toutes des formes nationales spécifiques mais s'orientent nécessairement, si elles veulent tenir les promesses indépendantistes, vers l'union panafricaine des pays souverains d'Afrique sans et contre les bourgeoisies compradores valets de l'impérialisme sur fond d'avènement du monde multilatéral versus le monde unilatéral sous hégémonie de l'impérialisme US/UE/Otan.

Refaisons revivre le chemin de fer Dakar/Bamako pour retrouver la voie de la Fédération du Mali et de la fondation du RDA au congrès d'octobre 1946 à Bamako sabotées par le néocolonialisme françafricain.

Diagne Fodé Roland 05 Mai 24

Sonko enterre le Sénégal néocolonial


Ousmane Sonko et Jean-Luc Mélenchon en conférence à l'UCAD

Par Saïd Bouamama

En invitant Jean-Luc Mélenchon à Dakar, Ousmane Sonko a fait coup double. D'une part, rappeler au locataire pétainiste de l'Elysée, Emmanuel Macron, son soutien à la dérive dictatoriale de Macky Sall qui a, entre autres, interdit le parti de Sonko et fait du futur Premier ministre un prisonnier politique. D'autre part, donner un peu d'air anticolonialiste au leader de La France Insoumise (LFI) dont les ténors sont chaque jour diabolisés par l'État français et ses médias « israélo-embarqués », notamment pour leur inflexible opposition au génocide perpétré à Gaza par l'État colonial et d'apartheid. (I'A)

Le 16 mai dernier, le nouveau premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a tenu une conférence conjointe avec Jean-Luc Mélenchon devant les étudiants de l'Université Cheik Anta Diop de Dakar.

Au cours de celle-ci, il a précisé qu'il s'exprimait en tant que dirigeant de son parti, le PASTEF et non en tant que Premier ministre. Cette précision lui a permis d'exposer le fond de sa pensée politique et stratégique, au-delà des prudences diplomatiques liées à sa fonction officielle.

A bien des égards, cette intervention confirme un changement d'époque en Afrique de l'Ouest avec l'émergence d'une nouvelle génération anticoloniale.

Discours souverainiste et panafricaniste

Le premier trait marquant de l'intervention du nouveau premier ministre sénégalais est le refus de la langue de bois et de l'amnésie. Ousmane Sonko rappelle ainsi que le gouvernement français et de nombreux gouvernements européens ont soutenu, totalement et jusqu'au bout, l'ancien chef de l'État sénégalais, Macky Sall, en dépit de la violation à plusieurs reprises de la Constitution, de la répression meurtrière de l'opposition et des manifestations publiques, de l'interdiction du parti d'opposition Pastef, de l'arrestation de nombreux cadres de ce parti dont Sonko lui-même. Rappelant ces faits, il précise : *« Vous n'avez jamais entendu le gouvernement français dénoncer ce qui s'est passé. Emmanuel Macron a accueilli et félicité son homologue sénégalais au pire moment de la répression. C'est de fait une incitation à la répression, une incitation à la persécution et à l'exécution de Sénégalais qui n'avaient commis d'autres crimes que d'avoir un projet politique. Beaucoup de gouvernants français s'accommodaient mal de notre discours souverainiste, ce qui explique le silence approbateur face à la répression contre notre parti politique. Beaucoup de gouvernements européens sont restés dans un mutisme approbateur »*.

Abordant la question de son analyse de l'Alliance des États du Sahel, Ousmane Sonko a dénoncé les tentatives de division entre les trois États de l'AES et le Sénégal. Depuis plusieurs semaines en effet une campagne visant à opposer ces deux expériences de ruptures avec l'ordre néocolonial en présentant les premiers comme dictatoriaux et le second comme démocratique se développent dans de nombreux médias européens.

Répondant à ces tentatives de division, le chef du gouvernement sénégalais explique : « *Nous ne lâcherons pas nos frères du Sahel et nous ferons tout pour raffermir les liens et leur apporter notre solidarité. Ceux qui aujourd'hui condamnent des régimes présentés comme des régimes militaires ou dictatoriaux sont pourtant enclin à aller vers d'autres régimes qui ne sont pas démocratiques lorsqu'il s'agit de négocier du pétrole ou des marchés. […] Certes, il y a eu des coups d'État et personne n'encourage la commission de coups d'État mais je refuse de faire partie de ceux qui analysent les symptômes et refusent d'analyser les causes réelles de ces coups d'État* ».

Se penchant sur les liens économiques entre l'Europe en général et la France en particulier, d'une part, et le Sénégal, d'autre part, le Premier ministre sénégalais a dénoncé leurs dimensions léonines et de spoliation : « *Jusque-là, nous avons surtout observés des relations léonines au profit de l'Europe et de la France, assises sur des schémas historiques de spoliation* ». *Logiquement Ousmane Sonko appelle à modifier ces relations vers un rapport basé « sur la justice, le dialogue et le respect mutuel »*.

Sortir (enfin) du Franc CFA

Les deux sujets sur lesquels le premier ministre sénégalais était attendus révèle une volonté de changement toute aussi importante. Il s'agit en effet de la sortie éventuelle de la monnaie coloniale qu'est le Franc CFA et de la présence des troupes françaises sur le territoire sénégalais.

Sur la question monétaire, Ousmane Sonko a réaffirmé sa volonté de s'atteler à une réforme monétaire globale sans laquelle a-t-il rappelé aucune souveraineté réelle n'est possible. Cette réforme monétaire doit, selon le premier ministre, remettre en cause le franc CFA : « *La monnaie, tout autant que l'impôt, est un puissant levier économique et un instrument de souveraineté […]. On ne peut pas imaginer une seconde que la France puisse avoir une monnaie qui ne lui appartient pas véritablement. Aucun État digne de ce nom ne doit sous-traiter sa monnaie […]. Nous nous acheminons sûrement vers ces réformes* ».

Prenant l'Histoire à témoin, Ousmane Sonko rappelle que Charles De Gaulle lui-même s'était, à juste titre, opposé, en 1944, à la monnaie proposée par les Etats-Unis pour la France, appelée alors « billet drapeau ». Analysant les effets économiques du Franc CFA, l'orateur a précisé que l'arrimage sur l'Euro affaiblissait de manière permanente l'économie sénégalaise : *« Presqu'aucun pays africain ne peut s'endetter en devises locales. Et cela doit cesser parce que nous en subissons les contrecoups. Nous voulons une monnaie flexible, arrimée à au moins deux devises, à même d'amortir les chocs exogènes et de renforcer notre compétitivité à l'exportation »*.

Cette réforme monétaire d'ensemble doit cependant se construire sur des bases solides afin de limiter les effets négatifs immédiats de sortie du franc CFA. L'existence d'une balance commerciale excédentaire est ainsi une condition importante de la réussite de la nouvelle monnaie. De même la perspective que cette monnaie puisse être une monnaie sous-régionale en commun avec les États de l'Alliance des États du Sahel renforce sa viabilité économique.

Bases militaires étrangères non gratta

Le second sujet crucial, sur lequel le gouvernement français attendait ce premier discours d'Ousmane Sonko depuis sa prise de fonction, est celui de la présence militaire française au Sénégal. Sur ce point également la volonté de changement est manifeste : *« Quelles sont les raisons pour lesquelles la France multiplie ses bases militaires au Sénégal. Pourquoi cette faveur ? Plus de soixante ans après nos indépendances, nous devons nous interroger sur les raisons pour lesquelles l'armée française par exemple bénéficie toujours de plusieurs bases militaires dans nos pays, et sur l'impact de cette présence sur notre souveraineté nationale et notre autonomie stratégique »* interroge le premier ministre.

Pour ensuite rappeler la volonté du Sénégal de disposer lui-même de ces bases et de ne plus sous-traiter sa politique de défense à un État étranger : *« Je réitère ici la volonté du Sénégal de disposer de lui-même, laquelle volonté est incompatible avec la présence durable de bases militaires étrangères au Sénégal »*.

L'ensemble de ces précisions et rappels politiques des positions antérieures du leader sénégalais s'est en outre déroulé dans le cadre d'une décision symbolique, lourde de significations.

Depuis l'indépendance en effet, tous les présidents sénégalais ont donné la primeur de la première visite officielle après les scrutins présidentiels au chef de l'état français. Non seulement cela n'est plus le cas mais en invitant Jean-Luc Mélenchon, symbole de la principale force d'opposition à Macron, le premier ministre sénégalais réaffirme fortement sa volonté de mettre fin au Sénégal néocolonial.

Procès médiatique en homophobie

Malgré l'importance stratégique de ces prises de positions et rappels, de nombreux titres de presse ont centrés leurs compte-rendu sur un seul aspect de la position d'Ousmane Sonko, celle concernant les droits des homosexuels.

Sur cette question, le premier ministre sénégalais a ainsi déclaré : *« Les velléités extérieures de nous imposer l'importation de modes de vie et de pensée contraires à nos valeurs risquent de constituer un nouveau casus belli. Je respecte le fait que ce débat soit érigé en débat prioritaire au sein des opinions occidentales mais au Sénégal ce débat soulève énormément de tensions et d'incompréhensions tant elle met face à face des cultures, des civilisations et des systèmes politiques à la vision diamétralement opposée. Le phénomène dont je viens de parler n'est pas accepté, il est toléré. Le plus grand danger que peuvent encourir les membres de ces communautés c'est la propagande qu'on veut nous imposer. Nous avons dépassé l'époque où les Africains pouvaient se faire manipuler par quelque peuple, quelque régime que ce soit »*.

Comme on peut l'entendre ce qui est condamné ici, c'est l'instrumentalisation politique de la question LGBT à des fins politiques d'ingérence.

Cela a suffit pour que cette question occulte presqu'entièrement les autres questions essentielles que sont celles des liens néocoloniaux, de la sortie du franc CFA, de la solidarité avec l'Alliance des États du Sahel, du départ des troupes françaises du Sénégal, etc.

Un nouveau vent anticolonial souffle réellement en Afrique de l'Ouest du Niger au Mali en passant par le Burkina Faso et le Sénégal. S'il est encore trop tôt pour savoir s'il sera en mesure de résister aux futures ingérences prévisibles, ce vent est néanmoins porteur d'espoirs populaires énormes.

Investig'Action 23 mai 2024

Néolibéralisme contre démocratie

Par Emir Sader

Quand Javier Milei, le plus extrême des néolibéraux, revendique le mot « libertaire », il s'approprie un dérivé du mot « liberté ».

Le libéralisme est destiné à promouvoir, selon ses propres termes, la libération de l'oppression de l'État, qui n'était pas une solution, mais un problème.

En faisant coïncider la liberté et le marché, on fait coïncider l'État avec l'oppression. Une société sans Etat–ou un état minimal–serait la meilleure expression d'une société fondée sur la liberté.

Libertaire, un mot qui devrait exprimer la lutte pour la liberté, finit par exprimer la lutte pour la domination du marché et des grands monopoles qui contrôlent le marché.

En cherchant la marchandisation générale de la société, le néolibéralisme attaque directement les droits des gens. Il promeut le pouvoir des patrons aux dépens des droits des personnes qui les transforment en citoyens.

La marchandisation des relations sociales cherche à tout transformer en marchandise. Elle désintègre la société, l'État, fragmente toutes les relations sociales en transformant tous en marchandise. Transformer des droits en marchandises avec un prix qu'on peut acheter et vendre.

À travers ce mécanisme, le néolibéralisme, corrode la démocratie et l'État de droit en fragment la société et l'État, de façon absolue et en isolant les individus les uns des autres.

On suppose que les sociétés dans lesquelles va prévalent les marchandises sont les plus libres, les plus démocratiques et les plus libertaires. Mais, en réalité, ce sont les sociétés les plus inégales, avec le taux d'exclusion sociale le plus important, avec le plus de violence et de répression.

Une société comme Cuba, qui est la plus solidaire de toutes, est la société dans laquelle il y a le plus de droits et le moins d'exclusion sociale–même avec toutes les difficultés dont elle souffre aujourd'hui–, une société avec le taux de violence le plus faible du monde. C'est une société anti-néolibérale.

Une société comme la société nord-américaine est probablement la société du monde dans laquelle il y a le plus d'inégalités entre riches et pauvres, entre richesse et pauvreté, la plus violente de toute avec la quantité d'armes disséminées dans toute la société la plus importante. C'est une société néolibérale dans son essence.

En ce qui concerne la démocratie, plus de droits consacrés, moins de néolibéralisme. Plus de néolibéralisme, moins de démocratie, moins de droits.

La meilleure façon de lutter contre le néolibéralisme est d'affirmer la démocratie dans la société avec des droits qui touchent tout le monde et garantis par l'État. La meilleure façon de lutter pour le libéralisme est d'affaiblir l'État, de détruire les droits des gens, d'affirmer l'individualité en tant que valeur absolue.

Ou démocratie ou néolibéralisme. Ou néolibéralisme ou démocratie.

Résumé latino-américain, 23 mai 2024.
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 24 Mai 2024

« Pas de génocide à Gaza »: Biden s'emporte contre la CPI





Contrairement aux allégations de la Cour internationale de justice (CIJ) contre Israël, ce qui se passe n'est pas un génocide. Nous récusons ces allégations », a déclaré M. Biden lors d'un discours à la Maison Blanche.

Par The Cradle

Le président américain a reproché à la CPI de mettre sur un pied d'égalité les responsables israéliens et les dirigeants du Hamas, également accusés de crimes de guerre par la Cour de La Haye.

Le président américain Joe Biden a fustigé le 20 mai la décision de la CPI de demander des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, la qualifiant de "*scandaleuse*" et niant le génocide perpétré par Israël dans la bande de Gaza. *« Contrairement aux allégations de la Cour internationale de justice (CIJ) contre Israël, ce qui se passe n'est pas un génocide. Nous récusons ces allégations »*, a déclaré M. Biden lors d'un discours à la Maison Blanche. « *La demande du procureur de la CPI de délivrer des mandats d'arrêt contre des dirigeants israéliens est scandaleuse.* »

Joe Biden a vivement critiqué le procureur de la CPI, Karim Khan, pour avoir assimilé la conduite des ministres israéliens à celle des dirigeants du Hamas, Yahya Sinwar, Mohammed Deif et Ismail Haniyeh – qui, aux côtés du Premier ministre et du chef de la défense, ont été accusés de crimes de guerre. « *Je vais être très clair : quoi que ce procureur puisse laisser entendre, il n'y a pas d'équivalence – aucune – entre Israël et le Hamas. Nous nous tiendrons toujours aux côtés d'Israël face aux menaces qui pèsent sur sa sécurité* », a ajouté le président.

Le secrétaire d'État américain Anthony Blinken a également déclaré dans un communiqué que la décision de la CPI était "*honteuse*". Il a ajouté que, bien qu'Israël ne soit pas membre de la CPI, il est prêt à coopérer avec le procureur de la CPI.

Selon M. Blinken, le personnel de M. Khan devait se rendre en Israël lundi. Deux fonctionnaires israéliens ont déclaré à Axios que les États-Unis et le Royaume-Uni avaient aidé à organiser la visite et que Netanyahu avait accepté pour la première fois de collaborer avec le bureau du procureur et de lui permettre d'entrer dans des zones spécifiques de la bande de Gaza.

Blinken a ajouté que malgré la visite prévue, l'équipe de M. Khan a informé Israël qu'elle ne prendrait pas ce vol, ce qui, selon le secrétaire d'État « *remet en question la légitimité et la crédibilité de cette enquête* ».

Des fonctionnaires américains et israéliens ont déclaré à Axios que la décision de demander des mandats d'arrêt avait *"sapé"* les récentes discussions en coulisses entre Khan, les États-Unis et Israël pour discuter de l'enquête.

Cette nouvelle intervient alors que les législateurs américains ont menacé la CPI de sanctions si des mandats d'arrêt étaient délivrés à l'encontre de dirigeants israéliens. *« Ciblez Israël et nous vous ciblerons »* ont dit les sénateurs à Khan dans une lettre très ferme au début du mois, ajoutant qu'ils « *sanctionneront vos collaborateurs et associés, et vous interdiront, ainsi qu'à vos familles, l'accès aux États-Unis* ».

Le 20 mai, M. Netanyahu a qualifié cette décision d' « *outrage moral aux proportions historiques* » et a déclaré qu'elle entacherait de façon permanente la réputation de la CPI. Le premier ministre a ajouté que ces mandats équivalaient à comparer l'ancien président américain George Bush à Oussama ben Laden après les attentats du 11 septembre 2001.

The Cradle 21 mai 2024
Arrêt sur info — 21 mai 2024

Bernie Sanders : « Gaza pourrait devenir le Vietnam de Joe Biden »

Par Sharon Zhabg

« Biden se met dans une situation où il s'est aliéné non seulement les jeunes, mais aussi une grande partie de la base Démocrate. »



Le sénateur Bernie Sanders s'exprime lors d'une conférence de presse au Capitole, le 8 octobre 2021, à Washington. Anna Moneymaker / Getty Images

Le président Joe Biden a prononcé jeudi un discours glacial demandant aux étudiants manifestants en faveur de la Palestine de se calmer. Le sénateur Bernie Sanders (Indépendant-Vermont) a averti que le président risquait de se mettre à dos une grande partie de sa propre base alors qu'il est confronté à une situation qui fait écho aux manifestations massives de 1968 pour protester contre la guerre du Viêtnam.

Affirmant que les étudiants pro-palestiniens de l'université de Columbia et de plus de 100 autres campus du pays manifestent pour des « raisons légitimes », le sénateur a déclaré que Biden se dressait contre sa propre base politique, et en fait, à la majorité du pays en continuant de soutenir l'assaut génocidaire d'Israël contre Gaza. *« Lorsque j'étais jeune, j'ai participé à des manifestations en faveur des droits civiques. J'ai été arrêté alors que j'occupais le bureau de l'administration de l'université de Chicago, parce qu'il y avait du racisme et de la ségrégation à l'époque »*, a déclaré Sanders lors d'une interview accordée à Christiane Amanpour sur CNN. « *La vérité, c'est que s'il n'y avait pas eu de protestations, de sit-in et de manifestations, nous n'aurions pas fait les progrès que nous avons accomplis dans ce pays.* »

Il a poursuivi en critiquant, de manière indirecte semble-t-il, les propos tenus jeudi par Biden qui fustigeait les étudiants en raison de leur contestation. Dans un bref discours destiné aux manifestants, Biden a déclaré *: « La dissidence ne doit jamais conduire au désordre »* et « *l'ordre doit prévaloir* » sur les manifestations visant à perturber la vie normale pour exiger la fin du génocide de Gaza. Ce discours a été prononcé après une semaine de violente répression policière des manifestations, entraînant l'hospitalisation de dizaines d'étudiants à travers le pays pour leur soutien aux droits des Palestiniens.

« Le droit à la dissidence, le droit de manifester, c'est exactement ce que prévoit le Premier amendement de la Constitution des États-Unis », a déclaré Sanders. « *C'est ce qui fait que nous sommes un pays libre. Être un pays libre signifie que si quelqu'un sort et manifeste, vous n'êtes pas obligé d'être d'accord avec lui. Il en a le droit. C'est la différence entre autocratie, dictature et un pays libre.* »

Il a ajouté que cette situation constituait un test crucial pour Biden, de la même manière que les révoltes contre la guerre du Viêtnam en 1968 avaient constitué un test pour les responsables politiques. À l'époque, le mouvement anti-guerre avait suivi le président Lyndon B. Johnson lors de ses déplacements de campagne – de la même manière que les défenseurs des droits des Palestiniens protestent aujourd'hui contre Biden et son administration lors d'événements publics – en raison de l'escalade de la guerre, et Johnson avait fini par abandonner sa campagne de réélection.

« En termes de campagne, on pourrait bien vivre le Vietnam de Biden, a déclaré Sanders. Lyndon Johnson, à bien des égards, a été un très, très bon président, qui a proposé des lois importantes sur le plan intérieur. Il a choisi de ne pas se présenter en 68 en raison de l'opposition à ses positions concernant le Viêtnam. »

« Je crains fort que le président Biden ne se mette dans une position où il s'est aliéné non seulement les jeunes, mais aussi une grande partie de la base du parti démocrate, en raison de ses opinions sur Israël, a poursuivi le sénateur. J'espère vraiment que, d'un point de vue politique et moral, le président cessera de donner un chèque en blanc au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou. Et j'espère qu'ils comprendront que d'un point de vue politique, cela n'a pas été utile, bien au contraire. »

Les défenseurs des droits des Palestiniens affirment depuis longtemps que Biden met en péril sa propre présidence en soutenant le génocide à Gaza, qui a tué ou blessé au moins 5 % de la population de Gaza jusqu'à présent et menace la vie de centaines de milliers d'autres personnes.

Les sondages montrent que l'opinion publique a spectaculairement basculé en défaveur d'Israël depuis octobre, alors que les forces israéliennes ont tué plus de 34 000 Palestiniens en utilisant intensivement des armes américaines. Selon une enquête Gallup publiée le mois dernier, seuls 18 % des Démocrates approuvent le siège israélien de Gaza et 75 % le désapprouvent.

Les jeunes électeurs, en particulier, sont opposés au massacre conduit par Israël. Un sondage réalisé en janvier a révélé qu'une majorité de personnes âgées de 18 à 29 ans estiment qu'Israël commet un génocide à Gaza, 24 % seulement étant d'un avis contraire. Le désaccord quant à la politique américaine au Moyen-Orient a éloigné les électeurs de Biden, contribuant à la chute de sa cote de popularité auprès des jeunes électeurs dans le contexte de l'agression.

*Sharon Zhang est rédactrice à Truthout et ses sujets de prédilection sont la politique, le climat et l'emploi. Avant de rejoindre Truthout, Sharon a écrit des articles pour Pacific Standard, The New Republic, etc. Elle est titulaire d'un master en études environnementales. On peut la suivre sur Twitter : @zhang_sharon.

Truthout, Sharon Zhang, 03-05-2024
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises
Afrique Asie 26 mai 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Nadia Michel avec son époux Frantz Pierre pour incompatibilité de caractères aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL du siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens.
Me. Jacques ST PREUX A.v.-

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant à charge d'appel, maintient le défaut requis et octroyé contre le sieur Frantz
NEPTUNE à l'audience du mercredi 04 Octobre 2023: Dit et déclare illégale l'occupation du sieur Frantz NEPTUNE de la propriété du sieur Lyonel VALME sise à Delmas 75, Puits-Blain, angle des Rues Grand-Anse et Emile Roumer. Ordonne la réintégration immédiate du requérant dans sa possession ; Accorde, sur le chef de l'expulsion, l'exécution provisoire sans caution, nonobstant appel et pourvoi en cassation; Commet l'huissier Jowel CIUS de ce siège, pour la signification du présent jugement ; Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Joseph Jean ALBERIC, juge à l'audience extraordinaire, civile et publique du mardi vingt-six décembre deux mille vingt-trois (2023): An 220ème de L'Indépendance, avec l'assistance de la Greffière Me Gina S. ST-THOMAS.
Il est ordonné à tous Huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux Officiers de la Force Publique d'y tenir la main; aux autres Officiers d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et de la Greffière.
Ainsi signée: Me. Joseph Jean ALBERIC, Juge. Me. GinaS. ST THOMAS, Grefière.
DEL Pour Expédition Conforme Collationée:
Me. Gins, ST-THOMAS
Greffière

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions conformes du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse et pour le profit ainsi déclare fondée ladite action. Admet le divorce du sieur Steve Jean Gilles d'avec son épouse Roseline Dieujuste pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Camp-Coq d'inscrire dans ses registres le dispositif du Jugement dont un extrait serait inséré dans l'un des Journaux s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier même de ce Tribunal pour la signification de ce Jugement. Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me Harold Chery , Juge au Tribunal du Cap-Haïtien en audience ordinaire civile et publique du Jeudi huit Juin deux mille vingt-trois , en présence de Me Hervé C Hyppolite , Substitut Commissaire du Gouvernement et avec l'assistance de Me Joseph Louis, Greffier du siège
Il est ordonné......etc......
En foi de quoi .....etc.....

AVIS DE DIVORCE

Il est porté à la connaissance de tout un chacun, que le tribunal de première instance de Port-au-Prince après examens sur les conclusions du Ministère public, a rendu en audience publique en ses attributions civiles, le jugement de divorce de la dame Betty SAINRISME contre son époux Walky DUBUISSON pour cause injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'épouse, lequel jugement a été prononcé en date du Mercredi (10) dix Mai (2023) deux mille vingt-trois
Pour le cabinet
Me Marc Henry ADAM. Av

Suite de la page (8)



Deuxième à partir de la gauche, l'inspecteur général adjoint, Noor Gabow, celui qui commandera cette fameuse mission militaire en Haïti

très vif débat et un vote. » Lors du débat au Parlement, le gouvernement, à travers le ministre de l'Intérieur, avait finalement apporté quelques éclaircissements sur le déploiement de quelque 1000 hommes et le financement de la mission multinationale. «Nous avons convenu que les ressources pour cette mission seront organisées et mobilisées parmi les États membres de l'ONU.

Si toutes les ressources ne sont pas mobilisées et mises à disposition, nos troupes ne quitteront pas le pays. Le budget global de la mission est fixé à 600 millions de dollars, qui serviront à préparer les forces, à supporter les coûts de transport, les indemnités de communication, les indemnités générales et à couvrir le retour de la force au pays. Nos troupes ne quitteront pas le pays à moins que nos ressources ne soient mises à profit. Nous déploierons les officiers une fois que tout l'équipement sera déployé en Haïti. Nous avons également déjà dépensé une partie de l'argent en formation, mais cela sera remboursé par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Le Kenya dépensera plus de 230 millions de dollars pour le déploiement de 1000 officiers sur une période d'un an. Ce budget servira à la formation, au soutien administratif, au transport, à l'achat d'équipement technique, d'équipement général et à l'achat d'armes, des munitions et du matériel anti-émeute » avait précisé le ministre de l'Intérieur du Kenya, Kithure Kindiki, les mercredi 8 et jeudi 9 novembre 2023 devant une Commission parlementaire conjointe de l'Assemblée Nationale et du Sénat du Kenya.

Au cours de cette audience, le Ministre était accompagné de l'Inspecteur général en chef de la Police, Japhet Koom. Celui-ci, dans sa plaidoirie devant les députés et sénateurs, eut à déclarer « Nous avons soigneusement choisi ces officiers, les avons interrogés, vérifié leur aptitude médicale et nous sommes convaincus qu'ils sont parfaitement préparés pour la mission à venir. Je veux exhorter le Parlement à nous autoriser à déployer des officiers en Haïti, car ce qui se passe en Haïti ne peut plus continuer. Les violations des droits de l'homme qui y sont perpétrées ne peuvent être tolérées » dixit ce haut responsable de la police kenyane a rapporté le journal *Nations Africa* dans son édition du 10 novembre 2023. Lors de l'audition devant le Congrès kenyan, les deux hauts fonctionnaires de l'État ont été interrogés sur bien d'autres aspects concernant cette expédition. Ainsi, les parlementaires ont demandé au gouvernement kenyan, entre autres, un « *Rapport sur la mission effectuée par une Délégation de haut fonctionnaire en Haïti en août 2023, et sur toutes missions effectuées avant et pendant toute la durée de la Mission multinationale* ».

D'autre part, les sénateurs et députés exigeaient un « Package d'assurance bien défini pour les policiers qui seront déployés en Haïti. Une indemnisation pour leurs familles en cas de décès ou de blessure pouvant mettre hors d'état de travailler les policiers considérés comme soutiens de famille et que l'argent des contribuables ne sera dépensé pour cette mission ». Pendant ce temps, de ce côté-ci de l'Atlantique, l'Organisation des États Américains (OEA) continue de faire pression sur ses États membres en sollicitant leur participation à toutes missions pouvant aider à satisfaire la demande des autorités de Port-au-Prince. En effet, malgré le vote de la Résolution 2699 du Conseil de sécurité du mois d'octobre 2023, le moins que l'on puisse dire, c'est à pas de tortues que les choses avancent.

Si du côté Kenyan le gouvernement finit par avoir le feu vert du Parlement, même si la justice fait traîner le dossier, du côté Occidental, le maître d'œuvre de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS), l'on ne peut dire que les acteurs, les décideurs se pressent au portillon pour secourir les Haïtiens, en comparaison de l'intérêt qu'ils portent et les moyens logistiques et financiers qu'ils déploient en faveur des pays comme Ukraine, Israël. Constatant que Haïti risquerait de faire les frais ou est en passe de tomber dans l'oubli sur l'échiquier dans ce combat idéologique et géopolitique, l'organisation hémisphérique, à travers son Conseil permanent, avait relancé le dossier sous la forme d'une Résolution adoptée en date du 17 novembre 2023.

« *Le Conseil permanent de l'OEA a décidé de continuer à exhorter les États membres et les observateurs permanents à redoubler d'efforts pour privilégier, intégrer, faciliter, fournir et coordonner une assistance à Haïti et à encourager les États membres et les observateurs permanents, comme énoncé dans la Résolution AG/RES 3007 (LIII-O/23), à apporter leurs contributions, en fonction de leurs possibilités, par le biais de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti, en fournissant du personnel, des équipements, de la formation et les ressources financières et logistiques nécessaires, ainsi que des contributions au Fonds multilatéral d'affectation spéciale des Nations-Unies pour Haïti, tout comme au Groupe de coordination de l'aide internationale, y compris mais sans s'y limiter, une aide et des efforts visant à renforcer les capacités de la Police nationale d'Haïti (PNH).*

Le Conseil permanent encourage toutes les parties prenantes politiques en Haïti à participer à un dialogue et aux processus de négociation constructifs visant à parvenir à un cadre mutuellement acceptable pour le partage du pouvoir afin de renforcer la légitimité de toutes les initiatives en cours entreprises en appui au développement démocratique et au relèvement d'Haïti. Le Conseil permanent de l'OEA charge le Secrétariat général par l'intermédiaire du Secrétariat au renforcement de la démocratie et du Secrétariat aux questions continentales, en coordination avec d'autres secrétariats et entités pertinents de l'OEA, et du Bureau de l'OEA en Haïti, de travailler en coordination et en collaboration avec le Groupe de personnalités éminentes de la CARICOM.

Le Conseil permanent de l'OEA demande à ces Secrétariats de compléter leurs efforts en matière de médiation du dialogue, de construction d'un consensus politique et de préparation des élections retardées, par la mise en place d'une mission conjointe OEA-CARICOM de renforcement électoral et démocratique. Le Conseil permanent de l'OEA demande aussi de faciliter la fourniture d'une assistance concernant les aspects infrastructurels, juridiques, sécuritaires et techniques de la préparation d'élections inclusives, libres, justes et crédibles, ainsi que d'une Transition démocratique en Haïti, aussitôt que les conditions le permettent » disait cette Résolution. **(A suivre)**

CC

Suite de la page (11)

substantielle.

Dans ce contexte, la Chine et la Russie ont décidé de lancer une nouvelle monnaie alternative mondiale appelée « pétrole-yuan-or », qui devrait remplacer le dollar américain. Il s'agit d'un projet monétaire mondial basé sur le pétrole et rattaché à l'or. C'est un exploit que Washington ne peut pas réaliser. Aujourd'hui, d'autres pays règlent également leurs transactions de pétrole brut en yuans.

En effet, l'avantage de la Chine ne réside pas seulement dans son taux de croissance du PIB plus élevé, mais aussi dans le fait qu'elle devance les États-Unis et qu'elle est le plus grand producteur et acheteur d'or au monde, la Russie arrivant en troisième position. On constate que la coopération Chine-Russie a formé une force de dissuasion militaire fiable, économiquement dynamique et capable de contrer les États-Unis.

En 2018, Pékin a pris l'initiative de promouvoir le mécanisme d'échange « pétrole-yuan-or » dans la bourse mondiale de l'énergie. Par la suite, le mécanisme « métal-yuan-or » a été mis en œuvre. La Chine a proposé d'échanger les yuans reçus contre de l'or pour les approvisionnements en pétrole et les achats de métaux. Ces événements auront un impact significatif sur le système mondial.

Le rôle international de la Chine

Parallèlement, la Chine joue un rôle de plus en plus actif et important dans la résolution des conflits internationaux existants. Nous pouvons observer la médiation active de la Chine dans la guerre menée par les États-Unis en Ukraine entre l'OTAN et la Russie, et dans la guerre israélo-palestinienne soutenue par les États-Unis et l'UE.

Il n'y a pas si longtemps, la Chine a appelé le Pakistan et l'Iran au calme et à la retenue afin d'éviter l'éclatement d'un conflit. Nous pouvons considérer la Chine comme un représentant des pays du Sud qui recherchent une voie de développement plutôt qu'une voie de guerre. C'est pourquoi il est important d'analyser attentivement ce que la Chine veut et ce qu'elle veut.

La stratégie internationale de la Chine repose sur quatre principes :

1) le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ;

2) la non-agression mutuelle ;

3) la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie ;

4) l'égalité et le bénéfice mutuel.

Nous devons reconnaître que les déclarations de la Chine sur le maintien de la paix et la promotion de la résolution pacifique des conflits existants sont respectées. La Chine n'a jamais poursuivi de politique d'expansion coloniale dans l'histoire moderne. Aujourd'hui, la Chine ne veut pas recréer l'atmosphère de la « guerre froide », car cela va à l'encontre de sa philosophie de maintien de la paix entre les nations.

La Chine s'oppose à toutes les alliances militaires et n'en a jamais rejoint aucune, pas même contre l'« État islamique ». La Chine n'a pas établi de bases militaires à l'étranger, mais seulement une base à Djibouti, que la Chine qualifie d'« installation de soutien logistique » située dans des eaux sensibles. Cela contraste fortement avec les puissances occidentales, en particulier les États-Unis, qui ont l'habitude d'inciter à des coups d'État et à des interventions militaires dans d'autres pays. La « coopération » est le mot clé de la politique chinoise, et c'est aussi le sens propre du principe de priorité au développement et au bénéfice mutuel.

Le complexe militaro-industriel joue un rôle essentiel dans l'économie américaine, mais il est de plus en plus préoccupant. À l'intérieur du pays, le complexe militaro-industriel est de moins en moins respectueux de ce qu'on appelle la « démocratie » ; à l'étranger, il ne respecte presque jamais vraiment la « démocratie », ce qui représente une menace pour les valeurs démocratiques dont l'Occident s'enorgueillit.

Les dépenses militaires des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN représentent plus de la moitié des dépenses militaires totales dans le monde. Les Etats-Unis sont actuellement en crise économique et dans une situation difficile qui va progressivement pousser le monde entier à la guerre. Ils ont de plus en plus exprimé leur désir de déplacer les nouveaux conflits vers l'Extrême-Orient, en particulier vers Taïwan.

La Chine doit résister aux provocations américaines et éviter la guerre, mais elle doit en même temps défendre ses propres intérêts et son territoire. La réunification reste donc la priorité absolue de la Chine. Le gouvernement américain intensifie la course aux armements qui a déjà mis l'Union soviétique à genoux. Toutefois, cette dangereuse compétition ne suffit plus à affecter une Chine dotée d'une économie saine et d'une dissuasion suffisante.

Le plus important est de prendre conscience que le capitalisme, entré dans une crise systémique, ne peut plus trouver de solutions aux problèmes dans une logique de maximisation des profits immédiats et devient de plus en plus dangereux. Entre les faillites d'entreprises, le chômage de masse, les krachs boursiers et l'instabilité bancaire, la probabilité d'une aggravation de la crise systémique du capital est aujourd'hui extrêmement élevée. Depuis la crise économique de 2008, les États-Unis n'ont pratiquement pas entrepris de réformes. Toutes les conditions sont réunies et les contradictions du système capitaliste vont s'accentuer. La question la plus urgente aujourd'hui est de mettre fin à la pratique consistant à « organiser » le système mondial par la guerre sous la direction des États-Unis. La défense de la paix est une priorité absolue et nous devons donc placer la machine de guerre des oligarques financiers sous contrôle public et démocratique.

C'est l'origine du plan de la grande route de la soie. « One Belt » fait référence à la route de la soie terrestre et « One Road » à la route de la soie maritime, qui ont toutes deux été partiellement mises en œuvre. Les pays asiatiques sont particulièrement intéressés par cette coopération, car les voisins proches et lointains de la Chine, tels que les pays du Moyen-Orient, ne disposent pas d'investissements suffisants pour se développer. La Chine voit également les avantages de l'initiative « la Ceinture et la Route » pour stimuler le développement de ses provinces occidentales. En effet, par rapport aux provinces côtières orientales de la Chine, le développement des provinces occidentales est relativement à la traîne. Les pays africains sont par ailleurs intéressants, car ils sont les plus touchés par le « sous-développement ». On ne peut pas dire que cette coopération soit parfaite puisqu'elle se concentre sur la fourniture de matières premières. Mais pour les pays africains, il est très important que la Chine fournisse des infrastructures, construise des hôpitaux et des routes en échange de la fourniture de matières premières.

La route de la soie menait à l'Europe, ce qui a suscité du ressentiment parce qu'elle venait d'un concurrent stratégique. Si les économies européennes sont, en principe, capables de se développer par elles-mêmes et disposent d'investissements suffisants, pourquoi certaines d'entre elles accueillent-elles si favorablement les investissements chinois ? Les raisons sont évidentes : les pays européens en crise économique, voire en récession, victimes des politiques néolibérales d'austérité, de réduction de la dette et de privatisation de l'UE, sont prêts à vendre leurs actifs au plus offrant et considèrent les investissements chinois comme un moyen de développement en soi. La Chine a investi massivement en dehors de l'UE, en particulier dans les Balkans. Il n'est donc pas surprenant que 17 pays d'Europe de l'Est et du Sud, dont 11 États membres de l'UE, aient rejoint l'initiative de la route de la soie.

La route de la soie ne se limitera pas à l'Eurasie et à l'Afrique. La coopération avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier avec les pays les plus pauvres de la région, a beaucoup progressé. L'aide au développement provient principalement du Fonds de la route de la soie, un fonds souverain, et de prêts à taux préférentiels accordés par des banques publiques.

Cependant, la Chine ne veut pas être le seul financeur de ce projet, mais souhaite impliquer tous les pays qui ont les moyens de participer à ces prêts. Parce que ces prêts, contrairement à ceux accordés par la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, n'imposent pas de conditions politiques et économiques aux pays qu'ils financent, ces prêts deviendront la base du développement rapide des pays financés.

C'est pourquoi a été créée la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures qui compte aujourd'hui près d'une centaine de membres. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont membres de l'AIIB, mais pas les États-Unis, probablement parce qu'ils ne peuvent pas contrôler la banque de la même manière qu'ils contrôlent le FMI et la Banque mondiale, tandis que la Chine, qui est le principal actionnaire de la banque, a clairement fait savoir qu'elle ne cherchait pas à obtenir un droit de veto, comme le font les États-Unis.

En bref, la Route de la soie a connu un développement énorme en quelques années seulement : d'ici septembre 2023, la Chine aura signé plus de 230 documents de coopération pour la construction conjointe de la « Ceinture et la Route » avec plus de 150 pays et plus de 30 organisations internationales.

La Chine devrait préciser que l'initiative « la Ceinture et la Route » vise à exclure tous les facteurs politiques. Il s'agit d'une initiative « ouverte à tous les pays » qui n'a d'autre objectif que le développement commun. Il y aura également des partenariats axés sur la coopération économique et la construction de zones commerciales multilatérales, comme le partenariat économique global régional, qui créera la plus grande zone de libre-échange du monde, couvrant 3 milliards de résidents et représentant 30 % du PIB mondial. Dans ce partenariat, l'hégémonie américaine sera remise en cause car les échanges et les investissements ne se feront plus en dollars, mais en monnaies nationales.

Enfin, il faut reconnaître que le capitalisme lui-même est devenu insoutenable. Il est évident que ce système, essentiellement dédié à l'accumulation infinie et illimitée, est incompatible avec la terre finie. Le capitalisme détruit toute forme d'harmonie sociale par sa logique de création d'inégalités toujours plus grandes. La Chine prétend se développer en contrôlant la dynamique du capitalisme. Mais aujourd'hui, cette dynamique doit être limitée. Le « socialisme de marché » chinois doit progressivement se débarrasser du capitalisme avant de pouvoir réellement trouver une autre voie de développement pour l'humanité. Tel est le véritable objectif, et il est encore plus clair aujourd'hui que, selon le gouvernement chinois, certaines caractéristiques empruntées au capitalisme peuvent être utilisées « avant de traverser le pont » dans la transition socialiste vers le communisme.

*Rémy Herrera est un économiste, professeur à l'Université Panthion-Sorbonne et chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

La Haine 28 Mai 2024
Traduction Bernard Tornare

Suite de la page (4)

massacre de plus de 17 000 noirs. Trujillo est également responsable de l'assassinat, en 1960, des sœurs Mirabal, qui participaient au Mouvement révolutionnaire du 14 juin contre sa dictature. L'assassinat des sœurs Mirabal en a fait des symboles de la résistance populaire et féministe.

En 1961, Trujillo a été assassiné et des troubles politiques ont suivi jusqu'à l'élection du démocrate libéral Juan Bosch Gaviño, qui a pris ses fonctions sous le Parti révolutionnaire dominicain (PRD) en 1963. Cependant, le gouvernement de Bosch a pris fin sept mois plus tard. Il a été renversé lors d'un coup d'État par des généraux militaires sympathisants du régime de Trujillo, préoccupés par le soutien radical de Bosch aux droits du travail et aux pauvres. L'exil de Bosch fut suivi de nouveaux troubles et de l'occupation du pays par les États-Unis en 1965. Bosch se présenta à nouveau à la présidence en 1966 contre l'ancien président fantoche de Trujillo, Joaquín Balaguer Ricardo, qui, pendant les 30 années suivantes, restera au pouvoir à tous les frais. La présidence de Balaguer entre 1966 et 1978 est connue sous le nom de « Les douze années », car on estime que plus de 1 200 personnes ont été assassinées par le groupe paramilitaire de Balaguer, connu sous le nom de La Banda Colorá. Balaguer revient au pouvoir en 1986.

Balaguer représentait la continuation du Trujillismo à travers une rhétorique anti-haïtienne. Sous son gouvernement, les migrants haïtiens et leurs descendants ont été confrontés à des tactiques racistes et répressives, jusqu'à ce qu'il quitte finalement ses fonctions, mais à contrecœur, en 1996. Lors des élections de cette année-là, le soutien de Balaguer au candidat présidentiel vainqueur Leonel Fernández Reyna, du Parti de libération dominicain (PLD) , à propos d'un dominicain noir d'origine haïtienne, José Francisco Peña Gómez, a ouvert la voie aux politiques racistes, misogynes et xénophobes actuelles dans le pays. Tout au long de ce siècle de politiques répressives et de violence, les femmes noires ont continuellement été au centre des mouvements de résistance, depuis la lutte pour la réforme agraire qui a conduit à la mort de la dirigeante révolutionnaire Mama Tingó en 1974 ; aux campagnes de défense des droits humains contre l'anti-haïtien et contre la noirceur menées par la défunte militante Sonia Pierre ; à la récente organisation de mouvements de jeunesse antiracistes, féministes et queer.

Nouveau parti politique, mêmes politiques de droite

En 2024, la République Dominicaine votera aux élections présidentielles. Depuis quatre ans, le pays est dirigé par le président Abinader du Parti révolutionnaire moderne (PRM). Lorsque le PRM a pris le pouvoir pour la première fois en 2020, beaucoup ont salué le changement après 16 années consécutives de règne du PLD. En 2010, le LDP a supervisé une réforme constitutionnelle conservatrice qui a introduit une interdiction totale de l'avortement et du mariage homosexuel et a mis fin au droit de naissance des enfants d'immigrés sans papiers. En outre, pendant que le PLD était au pouvoir présidentiel, en 2013, la Cour constitutionnelle a rendu l'arrêt 168-13, un arrêt flagrant qui a retiré rétroactivement plus de quatre générations de Dominicains noirs d'origine haïtienne de leur citoyenneté dominicaine.

À cette époque, Abinader, déjà impliqué dans la politique et descendant d'immigrés libanais, avait participé à un événement appelé « Câlins solidaires », dénonçant la sentence. Après l'échec de la candidature présidentielle en 2016, l'élection d'Abinader en 2020 a donné beaucoup d'espoir, car des personnalités bien connues de la société civile dominicaine ont rejoint le PRM en tant que représentants dans différents ministères et bureaux gouvernementaux. Cependant, comme le souligne Rodríguez : « *Ce nouveau gouvernement s'est avéré être tout le contraire de ce qu'Abinader avait promis aux jeunes électeurs, aux femmes et aux progressistes pendant sa campagne présidentielle.* » Une fois au pouvoir, Abinader a retiré son masque, une façade libérale, retirant son soutien initial à l'avortement et utilisant un langage xénophobe et raciste anti-haïtien pour inculquer la haine et les préjugés raciaux contre les immigrants haïtiens et les Dominicains d'origine haïtienne. Selon Rodríguez, le gouvernement d'Abinader a adopté « *une continuité de politiques réactionnaires visant à marginaliser davantage les travailleurs haïtiens et leurs familles en République dominicaine.* » En fait, le gouvernement d'Abinader est doublement réactionnaire, car il intègre des lois racistes anti-haïtiennes et la violence fasciste dans son répertoire de contrôle social et de restructuration néolibérale.

À l'instar de la droite croissante dans d'autres régions d'Amérique latine, le gouvernement dominicain actuel porte également atteinte aux droits des personnes, attisant les sentiments anti-immigrés et diffusant des discours diffamant la dignité des femmes, des personnes LGBTQIA+ et des migrants. Abinader continue de pratiquer la vieille tactique consistant à faire des migrants haïtiens et de leurs descendants les boucs émissaires des maux du pays. Il a favorisé la construction d'un mur le long de la frontière entre Haïti et la République dominicaine et, en septembre 2023, son administration a complètement fermé la frontière en réponse au développement d'un canal d'irrigation du côté haïtien de la rivière Masacre. Abinader a fait valoir que la construction de ce canal était préjudiciable à l'environnement dominicain et, dans une démonstration de force, a stationné des militaires dominicains le long de la frontière, empêchant la circulation des personnes et des marchandises. Comme le soutient Rodríguez : « *La rhétorique raciste et le chauvinisme d'Abinader, grandement amplifiés par les médias dominicains traditionnels, ont créé un climat dangereux pour les personnes de couleur en général, y compris les Dominicains noirs, les immigrants haïtiens, les Dominicains d'origine haïtienne, ainsi que les militants, les journalistes indépendants ; éducateurs, travailleurs culturels, intellectuels progressistes et de gauche. Sous le gouvernement Abinader, l'État dominicain s'oriente vers la mise en place d'un système d'apartheid qui séparera davantage les personnes d'origine haïtienne, qu'elles soient ou non nées dans le pays.* »

Abinader a également continué à utiliser des décrets pour autoriser le profilage racial et l'expulsion des travailleurs migrants haïtiens et de leurs descendants. Parmi les personnes visées par l'expulsion figurent des migrantes haïtiennes enceintes, une pratique alimentée par la crainte que les femmes migrantes s'emparent des hôpitaux publics et mettent à rude épreuve les ressources limitées. En septembre 2021, les autorités dominicaines ont limité l'accès des femmes migrantes au système de santé publique aux cas d'urgence et ont commencé à refuser l'entrée en République dominicaine à toute migrante enceinte au-delà de six mois de gestation. Alors que les réseaux médiatiques regorgeaient de vidéos et d'histoires de femmes enceintes ou de mères de nouveau-nés escortées hors des hôpitaux et détenues par des agents d'immigration, le Centre d'observation et de développement des migrations, basé dans les Caraïbes, à Saint-Domingue, connu sous le nom d'OBMICA, a dénoncé que « *les opérations contre les femmes enceintes constituent une violation sans précédent du droit fondamental à la santé, à l'égalité des sexes, à la protection de la maternité et aux droits des enfants et des adolescents, ont été définies comme la chasse aux femmes ou les actes de violence obstétricale à grande échelle, par les spécialistes dominicains en matière de genre comme Sergia Galván et la communicatrice Edith Febles* ». Selon les propres décomptes du gouvernement dominicain, les autorités ont expulsé près de 800 femmes haïtiennes enceintes entre novembre 2021 et avril 2022, ce qui a suscité la condamnation des experts des Nations Unies.



Le gouvernement d'Abinader a adopté « une continuité de politiques réactionnaires visant à marginaliser davantage les travailleurs haïtiens et leurs familles en République dominicaine. »

Selon Amelia Hintzen, les craintes d'une augmentation du nombre de Dominicains d'origine haïtienne étaient évidentes et documentées dès 1969, lorsque le sous-secrétaire de la Direction générale de l'immigration a écrit un mémorandum au président Balaguer de l'époque sur le « grave problème » de l'immigration. « *Le grand nombre de ressortissants haïtiens qui ont envahi passivement, pourrait-on dire massivement, notre territoire* ». À compter de la date de ce mémorandum, il faudrait encore 35 ans aux autorités pour intenter une action en justice afin de priver les enfants de migrants haïtiens de leur nationalité dominicaine. En 2004, les législateurs ont approuvé la loi générale sur la migration 285-04, qui réglementait l'entrée et l'emploi des étrangers dans le pays. Il cherchait également à mettre fin au jus soli, le droit à la terre ou à la citoyenneté de naissance garanti par la constitution dominicaine de l'époque, en élargissant sa définition de « en transit ». Selon la loi 285-04, tous les enfants nés de *« mères étrangères »* doivent recevoir un certificat de naissance vivante rose, par opposition à un certificat blanc pour les citoyens légaux. Les nouveau-nés sont ensuite inscrits dans un livre communément appelé « *le livre des étrangers* ».

La Constitution de 2010 a consacré ces pratiques en redéfinissant la nationalité dominicaine. Il note ensuite qu'au moins un parent doit être un ressortissant dominicain pour qu'un enfant soit reconnu comme ressortissant dominicain. Cependant, dans la pratique, le personnel administratif de l'hôpital dispose d'un grand pouvoir discrétionnaire pour déterminer si une mère recevra un bulletin de vote blanc ou rose, en fonction de sa perception de la race et de l'origine ethnique de la mère. Grâce aux politiques de l'État dominicain et aux protestations continues des ultranationalistes, toute personne perçue comme une femme haïtienne et ses enfants deviennent une menace pour la nation dominicaine.

Résistance : des lueurs d'espoir

Fin 2023, une campagne de diffamation contre Lauristely Peña Solano, co-fondatrice avec Michelle Ricardo du projet AntiCanon qui a publié La Poupée de Dieula, a conduit à l'expulsion de Peña Solano de l'école où elle enseignait. Elle était accusée d'avoir assigné des lectures de poésie « inappropriées » à ses élèves. La militante féministe et avocate Susi Pola estime que la campagne de diffamation en ligne menée par l'extrême droite contre Peña Solano était basée sur « la peur et la résistance au changement dans le conservatisme hégémonique » de la part du secteur d'extrême droite préoccupé par son « idéologie de genre ». Dans une lettre ouverte aux familles des écoles, Peña Solano souligne qu'elle est harcelée depuis de nombreuses années par des acteurs d'extrême droite et leur « armée de robots ». Ces attaques étaient basées sur ses autres projets communautaires et de droits humains.

Peña Solano n'est que l'une des dernières d'une longue lignée de femmes noires et racialisées en République dominicaine qui ont fait l'objet de campagnes de diffamation en ligne et de menaces de violence. Dans une lettre ouverte, elle s'adresse directement aux parents : « *C'est très confortable de vouloir clarifier ses intentions de ne pas nuire à l'école et à son directeur, alors qu'ils ont clairement tout fait pour me nuire, tout cela au nom des bonnes mœurs et de la bonne moralité. , je vous rappelle que les inquisiteurs, les dictateurs et les fascistes ont utilisé la même excuse tout au long de l'histoire.* »

Comme le souligne Rodríguez, l'extrême droite ne se tourne pas seulement vers d'autres espaces d'Amérique latine et des Caraïbes, mais elle s'engage également activement avec des partis politiques d'extrême droite au-delà de l'hémisphère, comme Vox en Espagne. « *L'émergence du parti d'extrême droite et xénophobe Vox en Espagne a créé de nombreuses opportunités de réseautage entre les politiciens dominicains de centre-droit et d'extrême droite et les droitiers européens* », explique Rodríguez. Parmi ces liens, citons les rencontres entre un représentant de Vox et le député dominicain Omar Fernández, fils de l'ancien président Fernández et membre du parti de centre-droit Fuerza del Pueblo. Ces rencontres sont assez révélatrices de la mentalité des politiciens conservateurs dominicains, qui ont l'audace de penser que ce n'est pas grave de rencontrer ou d'établir des liens politiques avec des politiciens xénophobes et néofascistes qui s'attaquent aux communautés immigrées en Espagne, y compris celles d'origine dominicaine.

Pourtant, Rodríguez est clair : « *Repousser les fascistes est possible* ». Il souligne l'importance d'une « *gauche forte construite sur la base de l'unité, de la démocratie et de la clarté politique, c'est-à-dire une gauche qui ait une perspective anti-impérialiste et fermement engagée dans la lutte contre tous les systèmes d'oppression et d'exploitation* » y compris le racisme et la dénationalisation des Dominicains d'origine haïtienne, le sexisme, l'homophobie et la transphobie. Rodríguez souligne les leçons importantes apprises au cours du mouvement de gauche apparu dans les années 1960, qui contribuent à l'internationalisme et à l'anti-impérialisme de groupes tels que le Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST) et la myriade de mouvements antiracistes, féministes et queer collectifs qui continuent de faire face à la vague actuelle de néo-fascisme.

Ces efforts prennent différentes formes. À mesure que Muñecas Negras RD se développe dans différents bateyes de la République dominicaine, par exemple, ils cherchent à créer un espace pour mettre en valeur le travail des femmes noires au sein de leurs propres communautés, passées et présentes. Elles parlent de l'importance de reconnaître le travail de leurs mères et grands-mères en tant que sages-femmes dans un contexte où les femmes noires se voient refuser l'accès à l'accouchement dans les hôpitaux. Comme l'explique l'auteur et activiste Belique : « *Chez Muñecas Negras, nous essayons de briser tous les stéréotypes sociaux, raciaux et de genre qui nous représentent comme inférieurs. En travaillant avec des filles, des adolescents et des jeunes, nous enseignons que la noirceur est belle, qu'elle a de la valeur et que nous sommes capables de créer de belles choses* ». Muñecas Negras RD et les livres bilingues comme La Poupée de Dieula de Belique représentent une menace pour les idéologies conservatrices des groupes néofascistes. Ils fournissent également des lueurs d'espoir pour résister à cette itération la plus récente et la plus dangereuse de l'extrême droite.

*****Amablys Estrella** est professeur adjoint d'anthropologie et professeur affilié au Centre d'études africaines et afro-américaines de l'Université Rice. Il est également membre fondateur du collectif Todos Somos Dominicos. Cet article a été publié en anglais dans le numéro du printemps 2024 du magazine trimestriel NACLA Report et en espagnol sur le site Nacla.org. Traduction de Stéphanie Holguín.

Mouvement Socialiste des Travailleurs de la République Dominicaine 21 Mai 2024

Les étudiants juifs qui s'opposent au génocide de Gaza, un contre-pied puissant à l'antisémitisme



Des membres du groupe Jewish Voice for Peace et des alliés se rassemblent en faveur d'un cessez-le-feu dans le conflit actuel entre Israël et le groupe palestinien Hamas, lors d'une manifestation à Détroit, Michigan, États-Unis, le 7 novembre 2023. Photo par Dieu-Nalio Chery

Par John V. Walsh*

Biden, les mégadonateurs et les médias attisent l'antisémitisme en assimilant Israël au judaïsme.

Les nombreux étudiants juifs dans les campements du campus, ainsi que d'autres juifs protestant contre la phase Gaza du génocide palestinien, méritent les plus grands éloges pour de nombreuses raisons. L'une d'entre elles est que, par leurs actes, ils s'opposent à ce qui pourrait autrement se transformer en une vague d'antisémitisme.

Le portrait des campements que l'on trouve dans la plupart des médias et lors des auditions du Congrès est un chaudron bouillonnant de haine antijuive et de bigoterie. Joe Biden s'est joint au chœur, qualifiant les actions des étudiants pour s'opposer au génocide d'Israël de « manifestations antisémites » ! Cette accusation est fausse et constitue une diffamation des manifestations et un moyen facile de les rejeter. Elle est dangereuse car elle délégitime un mouvement qui peut contribuer à arrêter un génocide. Mais il est également dangereux à un autre égard, car il augmente la possibilité d'une véritable vague de réactions antisémites.

Commençons par le massacre des habitants de Gaza, qui n'est que la dernière phase d'un long et lent génocide du peuple palestinien qui a commencé avec la Nakba de 1948, l'expulsion forcée de 750 000 Palestiniens de leurs maisons, accompagnée d'une campagne de terreur et d'atrocités.

La Nakba et le nettoyage ethnique des Palestiniens de la Palestine historique, alias le Grand Israël, au cours des 76 années qui ont suivi, ont été largement occultés. En revanche, comme cela a été largement remarqué, le massacre actuel à Gaza est très visible sur les médias alternatifs et sur l'internet. Les plus de 35 000 morts, dont une majorité de femmes et d'enfants, et les décombres fumants et bombardés qui étaient autrefois des villes, des écoles, des mosquées, des églises, des hôpitaux, des maisons et même des cimetières sont là pour que le monde entier puisse les voir.

L'administration Biden a fourni les armes nécessaires à ce génocide. Et puisque les contribuables américains paient la facture des bombes, les citoyens américains ont le droit et la responsabilité d'élever la voix pour s'y opposer. Et c'est précisément ce que les étudiants ont fait.

Ceux qui s'opposent aux manifestations, qu'il s'agisse de membres du Congrès, d'experts, de l'AIPAC ou de Joe Biden, nous disent que les manifestations sont antisémites. Comment justifient-ils cette étiquette ? Parce que, disent-ils, Israël et la juiverie sont une seule et même chose, et que condamner les politiques et les actions d'Israël revient à condamner tous les juifs. Déclarer que l'antisionisme équivaut à de l'antisémitisme est une autre façon de dire la même chose. Mais cette assimilation des Juifs et d'Israël n'est pas seulement fausse, elle se retournera contre nous. Pourquoi ? Parce que l'acceptation de cette fausse équation peut facilement conduire à blâmer tous les Juifs pour les atrocités commises par l'État d'Israël. Ce qui, à son tour, peut engendrer une grande haine des Juifs dans le monde.

Ceux qui assimilent la juiverie et Israël l'ont-ils compris ? Se soucient-ils du fait que leur point de vue peut conduire à une vague d'antisémitisme ? Les membres du Congrès qui débitent ce point de vue lors d'auditions publiques connaissent-ils les conséquences de leurs actes ? Genocide Joe en a-t-il la moindre idée ?

Des organisations juives telles que Jewish Voice for Peace, IfNotNow et d'autres participent aux manifestations et figurent souvent parmi les meneurs. De hauts fonctionnaires juifs du ministère de l'intérieur et de l'agence de renseignement du Pentagone ont démissionné pour protester contre le soutien de l'administration Biden au génocide israélien. Tous deux ont invoqué leur héritage juif pour justifier leur démission. Et il y en a certainement beaucoup d'autres qui pensent la même chose mais qui, pour toutes sortes de raisons, ne démissionnent pas. Face à cela, comment est-il possible de dire que l'opposition aux politiques de l'administration Biden est antisémite ?

Lorsque nous voyons le gouvernement sioniste d'Israël perpétrer un génocide au vu et au su du monde entier, nous devons en conclure que le gouvernement d'Israël se soucie moins des Juifs que du projet sioniste. Et cela pourrait bien être la réfutation la plus décisive de l'équation entre Israël et la communauté juive.

Enfin, ceux qui crient à l'antisémitisme quand il n'y en a pas et qui utilisent cette accusation à des fins politiques immédiates, minimisent la souffrance causée par le véritable antisémitisme. Et comme l'enfant qui crie au loup, ils rendent impuissantes les mises en garde contre le véritable antisémitisme lorsqu'il se présente.

*John V. Walsh écrit sur les questions de guerre, de paix, d'empire et de soins de santé pour Antiwar.com, Consortium News, DissidentVoice.org, The Unz Review et d'autres publications. Il vit actuellement dans l'East Bay et était jusqu'à récemment professeur de physiologie et de neuroscience cellulaire à l'école de médecine du Massachusetts. John V. Walsh est joignable à l'adresse john.endwar@gmail.com.

Joh, V. Walsh 26 mai, 2024
Traduit par Brahim Madaci

Nouvelle Calédonie : Les indépendantistes exigent une solution négociée



Le Front de libération nationale kanak et socialiste (FNLKS), principale organisation indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, a appelé ce mercredi au calme sur le territoire et plaidé pour une solution politique afin d'accéder à l'indépendance.

« Cette crise ne peut avoir une réponse politique » qu'à travers un accord qui lance *« une dernière étape de programmation d'accès à l'indépendance »*, a indiqué l'organisation.

De même, le Front a exhorté les personnes mobilisées à conserver la sérénité pour que la population, notamment les plus fragiles, puisse reprendre sa vie quotidienne "en toute confiance et sécurité". Il a toutefois mis en garde l'État français sur « les modalités d'intervention » des forces de l'ordre et affirmé qu'elles ne toléreront « aucun excès ou débordement » si elles agissaient « en dehors du cadre légal ».

Mardi soir, des manifestants ont érigé de nouvelles barricades face aux renforts de la police française préparant l'arrivée du président Emmanuel Macron ce jeudi 23 mai, après les pires troubles qu'ait connus l'île du Pacifique.

Ces actions ont lieu en rejet de la réforme constitutionnelle approuvée par l'Assemblée nationale française qui permettra aux nouveaux résidents pro-français de voter sur ce territoire, mais les indigènes la rejettent.

A compter de cette loi, les personnes résidant dans les lieux depuis au moins dix ans pourront voter.

Selon les indépendantistes aborigènes « Kanak », cette modification leur nuit, car elle favorise les intérêts de la deuxième communauté de l'archipel, celle des « Caldoches », en faveur de l'unité avec la France.

TéléSUR 22 mai 2024

Le Mossad a menacé l'ancienne procureure de la CPI pour obtenir l'abandon des procédures contre Israël



L'ancien chef du Mossad Yossi Cohen a menacé la procureure en chef de la CPI Fatou Bensouda pour avoir enquêté sur les crimes de guerre commis par Israël.

Dans un article publié mardi 28 mai, The Guardian a rapporté que l'ancien chef du Mossad, Yossi Cohen, s'était livré à « des menaces et à des intimidations » lors d'une série de réunions secrètes avec Fatou Bensouda, faisant pression sur elle pour qu'elle abandonne une enquête contre les dirigeants du régime d'occupation pour des crimes de guerre.

L'enquête a culminé la semaine dernière lorsque le successeur de Bensouda, Karim Khan, a annoncé qu'il cherchait à obtenir un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ministre des Affaires militaires Yoav Gallant, en raison de la guerre génocidaire menée par le régime sioniste dans la bande de Gaza assiégée.

Khan a déclaré qu'il avait des « motifs raisonnables » de croire que Netanyahu et Gallant portaient une « responsabilité pénale » pour « crimes de guerre et crimes contre l'humanité ». Selon le quotidien britannique, des contacts secrets de Cohen avec Bensouda ont eu lieu entre 2017 et 2021, lorsque la procureure en chef de la CPI de l'époque a finalement lancé une enquête sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par le régime de Tel-Aviv.

Citant des responsables israéliens et de la CPI sous l'anonymat, le rapport ajoute que Cohen, qui était chef du Mossad de 2016 à 2021, a eu des communications fréquentes et de plus en plus menaçantes avec Bensouda, qui équivalaient à du « harcèlement ».

Des sources israéliennes ont déclaré à The Guardian que Cohen avait agi « à un niveau élevé » comme un « messager non officiel » de Netanyahu essayant de compromettre Bensouda ou de l'amener à se conformer aux exigences de Tel-Aviv.

« Vous devriez nous aider et nous laisser prendre soin de vous. Vous ne voulez pas vous lancer dans des activités qui pourraient compromettre votre sécurité ou celle de votre famille », aurait déclaré Cohen à Bensouda, selon des sources.

La campagne barbare d'Israël à Gaza a commencé début octobre. Elle a chassé de leur foyer près de 80 % des 2,3 millions d'habitants de la bande de Gaza.

La sauvagerie du régime a causé des destructions considérables dans la bande côtière. Jusqu'à présent, le régime de Tel-Aviv a tué au moins 36 096 Gazaouis, pour la plupart des femmes, des enfants et des adolescents, alors que 79 852 autres ont été blessés.

PressTV 28 Mai 2024

Venezuela : Le président Maduro félicite la communauté africaine



Le président du Venezuela, Nicolas Maduro commémore avec des femmes africaines, la Journée mondiale de l'Afrique et de la fondation de l'Union africaine

Le président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro, a félicité ce samedi les peuples qui composent les pays africains, en commémoration de la Journée mondiale de l'Afrique et de la fondation, il y a 61 ans, de l'Union africaine.

Le message a été publié par le président vénézuélien via son compte sur le réseau social X. En commémoration des 61 ans de la fondation de l'AfricanUnion et de la Journée mondiale de l'Afrique, nous honorons la lutte de nos frères et sœurs, pour leur libération et le droit à une vie digne. Fidèles à l'histoire et à la culture du Venezuela, nous réaffirmons la force des liens...

Le gouvernement du Venezuela a renforcé ses liens ces dernières années avec les pays africains, à travers la signature de nombreux accords de coopération dans les domaines énergétique, commercial et culturel, en tenant compte de l'importance de l'héritage africain dans la culture vénézuélienne.

Ciudad Caracas
25 mai 2024

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUCTIONS

INVESTMENT OPPORTUNITY

ONLINE AUCTION: 5/1-5/31 Bar & Grill with Brewery Equipment. 126 N. 3rd Street, Douglas, Wyoming. 10,900 SF Retail, TURN-KEY OPERATION! Sale Info: 800-536-1401, x.401 AuctionsInternational.com Promo code: WESTBID24

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Do you need a Roof or Energy Efficient Windows & Help paying for it? YOU MAY QUALIFY THROUGH NEW RELIEF PROGRAMS (800) 944-9393 or visit NYProgramFunding.org to qualify. Approved applications will have the work completed by a repair crew provided by: HOMEOWNER FUNDING. Not affiliated with State or Gov Programs.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

L'exécution au ralenti de Julian Assange se poursuit



Dessin de M. Fish

Par Chris Hedges

La décision de la Haute Cour de Londres autorisant Julian Assange à faire appel de l'ordre d'extradition le laisse croupir dans une prison de haute sécurité, dans un état de santé précaire. C'est là tout l'enjeu.

La décision de la Haute Cour de Londres d'accorder à Julian Assange le droit de faire appel de l'ordre d'extradition vers les États-Unis pourrait s'avérer une victoire à la Pyrrhus. Cela ne signifie pas que Julian échappera à l'extradition. Cela ne signifie pas que le tribunal a jugé, comme il se doit, qu'il est un journaliste dont le seul « crime » a été de fournir au public des preuves des crimes de guerre et des mensonges du gouvernement américain. Cela ne signifie pas qu'il sera libéré de la prison de haute sécurité HMS Belmarsh où, comme l'a dit Nils Melzer, le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, après avoir rendu visite à Julian, il subissait une « exécution au ralenti ».

Cela ne signifie pas que le journalisme soit moins menacé. Les rédacteurs en chef et les éditeurs de cinq médias internationaux – le New York Times, le Guardian, Le Monde, El Pais et DER SPIEGEL – qui ont publié des articles basés sur des documents divulgués par WikiLeaks, ont demandé instamment que les accusations portées par les États-Unis soient abandonnées et que M. Julian soit libéré. Aucun de ces dirigeants de médias n'a été accusé d'espionnage. Cela n'enlève rien au stratagème ridicule du gouvernement américain consistant à extrader un citoyen australien dont la publication n'est pas basée aux États-Unis et à l'inculper en vertu de la loi sur l'espionnage (Espionage Act). Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une longue farce à la Dickens qui se moque des concepts les plus élémentaires du droit à un procès équitable. Cette décision est fondée sur le fait que le gouvernement américain n'a pas donné suffisamment de garanties que Julian bénéficierait des mêmes protections du premier amendement que celles accordées à un citoyen américain, s'il était jugé. La procédure d'appel est un obstacle juridique de plus dans la persécution d'un journaliste qui devrait non seulement être libre, mais être fêté et honoré comme le plus courageux de notre génération.

Oui, il peut faire appel. Mais cela signifie une autre année, peut-être plus, dans des conditions de détention difficiles, alors que sa santé physique et psychologique se détériore. Il a passé plus de cinq ans au HMS Belmarsh sans être inculpé. Il a passé sept ans à l'ambassade d'Équateur parce que les gouvernements britannique et suédois ont refusé de garantir qu'il ne serait pas extradé vers les États-Unis, même s'il a accepté de retourner en Suède pour contribuer à une enquête préliminaire qui a finalement été abandonnée.

Le lynchage judiciaire de Julian n'a jamais été une question de justice. La pléthore d'irrégularités juridiques, notamment l'enregistrement de ses réunions avec ses avocats par la société de sécurité espagnole UC Global à l'ambassade pour le compte de la CIA, aurait dû à elle seule entraîner le rejet de l'affaire, car elle éviscère le secret professionnel de l'avocat.

Les États-Unis ont inculpé Julian de 17 actes relevant de la loi sur l'espionnage (Espionage Act) et d'un chef d'accusation d'utilisation abusive d'un ordinateur, pour une conspiration présumée visant à prendre possession d'informations relatives à la défense nationale et à les publier. S'il est reconnu coupable de tous ces chefs d'accusation, il risque 175 ans de prison aux États-Unis.

La demande d'extradition est fondée sur la publication en 2010 par WikiLeaks des journaux de guerre de l'Irak et de l'Afghanistan – des centaines de milliers de documents classifiés, divulgués sur le site par Chelsea Manning, alors analyste du renseignement de l'armée, qui ont révélé de nombreux crimes de guerre américains, notamment des images vidéo de l'abattage de deux journalistes de Reuters et de dix autres civils non armés dans la vidéo Collateral Murder, la torture systématique de prisonniers irakiens, la dissimulation de milliers de morts civiles et le meurtre de près de 700 civils qui s'étaient approchés trop près des postes de contrôle américains.

En février, les avocats de Julian ont présenté neuf motifs distincts pour un éventuel appel.

Une audience de deux jours en mars, à laquelle j'ai assisté, était la dernière chance pour Julian de demander un appel de la décision d'extradition prise en 2022 par la ministre britannique de l'intérieur de l'époque, Priti Patel, et de bon nombre des décisions du juge de district Baraitser en 2021.

Les deux juges de la Haute Cour, Dame Victoria Sharp et le juge Jeremy Johnson, ont rejeté en mars la plupart des motifs d'appel de Julian. Ses avocats soutenaient notamment que le traité d'extradition entre le Royaume-Uni et les États-Unis interdit l'extradition pour des délits politiques, que la demande d'extradition a été faite dans le but de le poursuivre pour ses opinions politiques, que l'extradition équivaudrait à une application rétroactive de la loi – car il n'était pas prévisible qu'une loi sur l'espionnage vieille d'un siècle soit utilisée contre un éditeur étranger – et qu'il ne bénéficierait pas d'un procès équitable dans le district Est de Virginie. Les juges ont également refusé d'entendre de nouvelles preuves selon lesquelles la CIA aurait comploté pour kidnapper et assassiner Julian, concluant – à la fois de manière perverse et incorrecte – que la CIA n'avait envisagé ces options que parce qu'elle pensait que Julian avait l'intention de fuir en Russie.

Mais les deux juges ont déterminé lundi qu'il était « défendable » qu'un tribunal américain n'accorde pas à Julian la protection du premier amendement, violant ainsi ses droits à la liberté d'expression tels qu'ils sont consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme.

Chris Hedges
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 23 mai 2024